

FORUM

Des scientifiques nous disent la morale.

Ce premier forum de lecture paraissant dans la Revue des Questions Scientifiques réunit des recensions bibliographiques qui nous ont été proposées par nos lecteurs et collaborateurs, dans la foulée du récent N° spécial (181-2) consacré à Christian de Duve et son œuvre de savant et de moraliste. Les ouvrages soumis à la critique sont eux aussi de la plume d'hommes de science venus d'horizons divers – la biologie, la médecine, l'économie, la physique... – avec comme point commun de traiter d'éthique et de morale. Les auteurs, chacun à leur manière et du point de vue disciplinaire qui est le leur, se donnent comme ambition de nous « dire » mais non de nous « faire » la morale tant il est vrai que le scientifique sait que ses propositions sont « falsifiables » et qu'il les veut, du reste, exclusivement telles. S'agissant de propositions qu'il fonde sur sa seule réflexion et très peu d'expérimentation, sauf à considérer que les leçons de l'histoire ou de la nature peuvent en tenir lieu, l'attitude du scientifique n'en sera que plus humble encore.

Dans le compendium de recensions proposées, plusieurs livres parus ces derniers mois ont des titres singulièrement convergents : « Le triomphe de la cupidité » (J. E. STIGLITZ), « L'âge de l'empathie » (F. DE WAAL), « Haro sur la compétition » (H. BERSINI), « Le temps de l'altruisme » (Ph. KOURILSKY), « Un type bien ne fait pas ça...Morale, éthique et itinéraire personnel » (A. KAHN). Quelques autres titres, plus accrocheurs au plan commercial tels « Le visage de Dieu » (I. BOGDANOV et G. BOGDANOV), « L'homme créa la vie » (J. DE ROSNAY et F. PAPILLON), touchent au moins en partie la même problématique. Un dernier, enfin, parle aussi de l'avenir de l'humanité, mais il se situe d'emblée et sans détour sur le terrain de la justice sociale : « Stratégies du dé-

veloppement durable. Développement, environnement ou justice sociale » (A. DE HEERING, S. LEYENS eds.)

Cette intrusion massive dans le domaine éthique de scientifiques, non philosophes et non sociologues de métier, peut étonner. Ne doit-on pas y voir un changement de paradigme, ou en tout cas, un bouleversement de perspective dans la mesure où, jusqu'il y a peu, c'était le religieux qui semblait avoir pour mission de dicter – les tables de la loi divine et les catéchismes l'ont assez dit – le permis et le défendu ? Et cette mission n'était pas sans utilité pour l'ordre social. Toute société a une forme d'éthique et C. de Duve, déjà cité, fait l'argument que, s'il en est ainsi, c'est en raison de l'avantage sélectif ou darwinien que la règle et l'ordre confèrent¹. C'est là l'interprétation naturaliste de l'éthique. Pour d'autres, les racines de l'éthique ne sont pas à rechercher dans notre nature mais elle se justifie par l'existence d'un au-delà dont l'accès, après la mort, est une récompense à un comportement répondant précisément à des normes. Ce dernier point de vue est bien illustré, par exemple, dans cet extrait d'une lettre de Teilhard de Chardin à l'abbé Breuil : « ...s'il n'y a pas un Esprit, ... il faudrait être des imbéciles pour ne pas faire grève à l'effort humain ». On retrouve là le fond d'une argumentation toujours actuelle justifiant les religions: l'appartenance à des églises et l'adhésion à des croyances - au centre desquelles se situe la promesse de salut et de vie éternelle qu'il s'agit de mériter – est, pour une société, la meilleure voie pour obtenir l'effort et garantir l'ordre. Sans foi donc, point de morale !

Or, la foi se perd. L'Europe a connu une profonde déchristianisation qui a touché la Belgique davantage encore que ses voisins. Si donc, sauf à être l'imbécile dont parle Teilhard, beaucoup abandonnent effort et vertu, la société dans son ensemble n'est-elle pas condamnée à se déliter, puisque l'autonomie et la liberté individuelles, sans frein ni surmoi, conduiront sur le plan social à la licence, le libertinage, la gabegie et à tous les égoïsmes qui sont potentiellement dommageables à la société... D'aucuns le craignent et croient en percevoir les signes avant-coureurs, mais on note aussi la résurgence de sectes et croyances à caractère religieux, ramenant ainsi une transcendance et,

1. « Selon l'hypothèse darwinienne, socio-biologique, la morale s'est révélée être une nécessité de la vie en société. Une société anarchique, dépourvue de toute règle morale, a moins de chance de survie qu'une société où les gens se soumettent aux lois. ». C. de Duve in Carnets et Instants (30/9 - 30/11/2004) Entretien avec Lise Thyry <http://www.md.ucl.ac.be/histoire/deduve/deduverenc.htm> (réf. dans G. Demortier, Revue des Questions Scientifiques: 181, 2, p. 249 #15 (2010).

avec elle, les fondements d'une morale. Enfin, de nombreux mouvements (parfois ésotériques) de spiritualité sans dieu - qu'on pourrait dire « immanente » - connaissent une grande vogue, peut-être comme des réactions réflexes d'une humanité qui chercherait à échapper au désenchantement du monde moderne.

À ce désenchantement, la science n'a pas été étrangère. Et voici que des scientifiques prennent la plume avec l'idée de rechercher dans la science et la rationalité les fondements d'une éthique qui supplée à une morale chrétienne disparue et viendrait à la rescousse d'une société sans repères. Plusieurs de ces auteurs déclarent explicitement, à l'instar de Christian de Duve, être, par rapport aux contraintes des croyances, libres comme ces hommes libres dont Spinoza écrivait qu'ils étaient seuls à être « pleinement reconnaissants les uns envers les autres ». Nous verrons qu'à leur manière, Stiglitz, Kahn, Bersini, Kourilsky, de Waal semblent assez d'accord pour trouver des fondements naturels ou rationnels aux comportements éthiques même si l'argumentation suivie peut différer. J. de Rosnay et les frères Bogdanov visent plus à vulgariser la science, biologique et cosmologique respectivement, mais leurs écrits n'en sont pas pour cela neutres. Les contributeurs de l'ouvrage de A. de Heering et S. Leyens nous parlent de l'enjeu du développement durable lequel, finalement en appelle également à la responsabilité et à une morale de solidarité.

En inaugurant ce Forum, la Revue des Questions Scientifiques a offert à ses lecteurs un *conspectus* sur une des importantes questions de notre temps, vue au travers de l'analyse de scientifiques. D'autres sur les concepts d'identité, de liberté (sans laquelle point d'éthique, si on suit Spinoza cité plus haut)... s'ouvriront prochainement.

Le souhait des éditeurs de la revue est que le débat se poursuive avec les lecteurs dans ses colonnes ou sur le site <http://www.fundp.ac.be/sciences/philosoc/revueqs>.

JEAN VANDENHAUTE
Jean.Vandenhaute@fundp.ac.be

I. Le triomphe de la cupidité

Joseph E. Stiglitz

1 vol. de 474 p.(145 × 220) – Les liens qui libèrent – (2010) – 25€

ISBN 978-2-018597-05-6.

Joseph E. Stiglitz, ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, fut professeur ordinaire à l'université de Yale à 27 ans et enseigna ensuite dans plusieurs universités américaines parmi les plus prestigieuses. Il a été, entre autres, conseiller économique du président américain Clinton et est membre-fondateur du Collegium international éthique, politique et scientifique basé en France et dont l'objectif est de trouver des réponses appropriées aux défis qui se posent dans le monde. J.E. Stiglitz, est – avec Nouriel Roubini, Dean Baker et quelques autres – l'un des rares à avoir entrevu la gravité de la crise financière. Il est également président de la 'Commission Stiglitz', officiellement intitulée « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », née d'une proposition de Nicolas Sarkozy en janvier 2008 pour développer une « réflexion sur les moyens d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives et d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse ». J.E. Stiglitz est docteur honoris causa de l'UCL.

L'article ci-dessous reprend la plupart des thèmes développés dans le livre de J.E. Stiglitz, mais dans un ordre et une logique établis de manière subjective pour rendre le résumé plus cohérent. La question de l'établissement d'indicateurs alternatifs de performance et de progrès économiques, bien qu'abordée succinctement dans le livre de J.E. Stiglitz, n'est pas traitée ici. Cette question mériterait une analyse plus approfondie.

Les États-Unis vivent aujourd'hui une tragédie sociale en même temps qu'une tragédie économique. En 2007, 1,3 millions de biens immobiliers ont été saisis ; 2,3 en 2008 ; 3,4 millions de défaut de paiement en 2009, dont au moins 2,1 millions de propriétaires perdront leur logement; des millions d'autres perdront leur logement d'ici 2012. Environ 15 millions de maisons, représentant près d'un tiers de l'ensemble des prêts au niveau national, sont grevés d'une hypothèque supérieure à leur valeur. Ce nombre pourrait monter jusqu'à 25 millions de maisons (48% du total) en cas de baisse supplémentaire des prix. Dans la récession en cours, 2,4 millions de personnes ont perdu leur

assurance-maladie parce qu'elles ont perdu leur emploi. Cette crise du marché hypothécaire a été amplifiée et mondialisée par le reconditionnement de ces prêts hypothécaires dans des produits financiers dérivés, toujours plus complexes et moins transparents. Les marchés financiers étaient innovants, mais pas toujours d'une façon qui renforçait la stabilité et la productivité de l'économie. Ils avaient des incitations à créer des produits toujours plus complexes et moins transparents, comme les titres de créances adossés à des actifs (CDO, *collateralised debt obligation*, obligations sécurisées par un ensemble d'actifs et notamment des crédits de type 'subprime'): ils ont coupé en rondelles les crédits hypothécaires dans des titres, puis coupé en rondelles ces titres dans des produits toujours plus compliqués. Comme si cela ne suffisait pas ils ont inventé des produits « synthétiques », des dérivés fondés sur des produits de base. Puis, dans un grand tourbillon d'ingéniosité métaphysique, ils ont inventé des produits synthétiques. Ces produits comptent parmi les innovations dont les professionnels des marchés financiers sont les plus fiers. L'imagination débordante des financiers a inventé en particulier les CDS (*credit default swaps* ou « swaps sur défaillance de crédits à terme »), produits dérivés des banques qui font des paris sur d'autres banques (!) et travaillés hors bilan et hors bourse, permettant de contourner toutes les règles prudentielles. Sous l'effet conjoint de cette complexité, de la dégradation rapide de la situation et de leur énorme endettement, les banques ne savaient pas si le montant qu'elles devaient à leurs déposants et aux porteurs de leurs obligations dépassait la valeur de leurs actifs (comme les ménages, elles avaient financé leurs investissements par l'emprunt massif). Et elles ont pris conscience qu'elles ne pouvaient pas le savoir non plus pour les autres banques. La confiance, fondement du système bancaire, s'est évanouie. Fin 2007, le marché des CDS s'élevait à plus de 62 000 milliards de dollars, soit près de trois fois la taille du marché boursier américain (valorisé à environ 22 000 milliards de dollars) et excédant largement les 7 100 milliards du marché hypothécaire et les 4 400 milliards des bons du Trésor américain. À titre de comparaison, le montant du PIB mondial était de 65 610 milliards de dollars ; le PIB américain était de 13 780 milliards de dollars. Le coût global de la fantastique destruction de richesses à laquelle nous assistons peut être évalué *a minima* à 55 800 milliards de dollars. Faut-il rappeler qu'avec l'équivalent de cet argent on pouvait régler le problème de la faim, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau potable, de la mortalité infantile dans le monde? L'ampleur des garanties et des renflouements aux États-Unis est de l'ordre de 12

ooo milliards de dollars, soit plus de 85% du PIB américain. Outre ces sommes, il y a des cadeaux cachés – des centaines de milliards de dollars. La FED (Federal Reserve), par exemple, a accepté des nantissements de mauvaise qualité et acheté des prêts hypothécaires : il est à peu près sûr que ces transactions coûteront extrêmement cher aux contribuables.

Le système économique mondial n'a pas fonctionné comme beaucoup l'avaient espéré. La mondialisation a apporté à nombre d'habitants de la planète une prospérité sans précédent, mais en 2008 elle a contribué à transmettre la récession américaine aux pays du monde entier – à ceux qui avaient bien géré leur système financier (infiniment mieux que les États-Unis) comme à ceux qui ne l'avaient pas fait, à ceux qui avaient énormément profité de la mondialisation comme à ceux qui en avaient moins bénéficié.

1. À QUI LA FAUTE ?

Entre les différentes crises, les similitudes sont assez troublantes ; pour n'en citer qu'une : la négation initiale de la crise dans les discours publics. Savoir qui, ou du moins quoi, blâmer est essentiel pour réduire la probabilité d'un retour de ces événements et pour corriger les dysfonctionnements manifestes des marchés financiers d'aujourd'hui.

Même s'il est vrai que l'explication première est la cupidité outrancière des banquiers, cela n'offre pas une base sérieuse pour une réforme. Les banquiers ont agi avec cupidité parce qu'ils y étaient incités et avaient de bonnes occasions de le faire : c'est cela qu'il faut changer.

Les sociétés de crédit hypothécaire en faisant signer des contrats extravagants à des milliers de personnes ont été les initiatrices de la crise. Mais ces sociétés n'auraient pas pu commettre leurs méfaits sans l'aide et la complicité consciente des banques et des agences de notation.

La prestation des agences de notation s'est effectivement avérée lamentable. Celles-ci avaient commercialement intérêt à ne pas se poser trop de questions. Les agences sont payées par les banques qui créent les titres. Moody's et Standard Poor's n'ont peut-être pas compris les risques des titres, mais elles ont bien compris les incitations : être agréables à ceux qui les

payaient. Et la concurrence entre agences ne faisait que dégrader la situation. C'était une course à qui ferait le pire !

La FED (Federal Reserve) et les autres autorités de contrôle ont laissé tout cela se produire. Et pire, Greenspan, patron de la FED, a aggravé la situation en autorisant les banques – qui ne demandaient que cela – à s'engager dans des prêts toujours plus risqués et en incitant les particuliers à emprunter à taux variable, alors que les taux n'excédaient pas 1%.

2. COMMENT LE SECTEUR FINANCIER S'Y EST-IL PRIS ?

Trois facteurs, complémentaires et dont le rôle a été amplifié par la déréglementation financière (voir section 7), ont joué un rôle crucial dans cette crise : la titrisation, l'absence de transparence et la complexité des produits.

La titrisation – Les banques achetaient les prêts hypothécaires des sociétés de crédit et les reconditionnaient¹ afin de les vendre à des investisseurs confiants et inconscients du danger. Elles vantaient l'habileté de leurs nouveaux instruments d'investissement.

Tout le mécanisme de la titrisation reposait sur la théorie du plus fou : elle supposait qu'il existait des fous à qui l'on pouvait vendre les prêts hypothécaires toxiques et les périlleux morceaux de papier fondés sur eux. La mondialisation avait ouvert l'accès à toute une planète de fous ; de nombreux investisseurs étrangers ne comprenaient rien aux spécificités du marché immobilier américain. Cette ignorance ne les empêchait pas de se jeter avidement sur ces titres. Les américains peuvent remercier ces investisseurs cupides : sans eux la situation du secteur financier américain eût été bien pire.²

Le manque de transparence – Les critiques contre les marchés financiers commencent toujours par invoquer leur manque de transparence. Les banques n'aiment pas la transparence. Un marché pleinement transparent serait très concurrentiel. Avec les produits 'sur mesure', comparer les prix devenait impossible. Transparence est bien sûr synonyme d'« information ».

1. Opération dite aussi *repackaging*. C'est l'une des formes principales de titrisation : l'émission d'une valeur mobilière directement liée à la valeur d'un sous-jacent financier.
2. Sans la demande des étrangers, la prime de risque sur les produits dangereux aurait été plus élevée et les Américains en auraient donc acheté davantage !

Le problème de la transparence est en réalité celui de la tromperie. Les banques cherchaient activement à tromper : elles retiraient le risque de leur bilan pour que nul ne puisse les évaluer correctement. L'échelle des fourberies commises est époustouflante. Ainsi, Lehman Brothers a pu annoncer, peu avant sa disparition, qu'il avait une valeur nette d'environ 26 milliards de dollars alors que le trou dans ses comptes approchait 200 milliards de dollars.

La complexité – La complexité en soi a joué un rôle aussi important dans cette crise que le manque de transparence. Les banques disposaient sur elles-mêmes de toute l'information et de toutes les données pertinentes, et pourtant elles ne pouvaient pas déterminer leur propre position financière.

Le problème s'est surtout aggravé lorsque les agences de notation, sous la pression des banques, ont trouvé le moyen d'accroître leurs revenus : offrir des services de conseil, par exemple sur la façon d'obtenir les meilleures notes, dont le AAA tant convoité³. Ceci en contrepartie d'une rémunération adéquate. Les banquiers les plus subtils ont vite appris comment obtenir l'éventail de notes le plus élevé pour n'importe quel ensemble de titres. Au début, les groupes de prêts étaient simplement coupés en tranches. Tous les paiements effectués allaient d'abord à la tranche « la plus sûre » (la plus élevée). Quand celle-ci avait reçu l'intégralité de ce qui lui était dû, l'argent allait à la deuxième tranche, et ainsi de suite – la tranche la plus basse n'étant remboursée que si toutes les tranches au-dessus d'elle l'avaient été entièrement. Mais ensuite, les petits génies financiers ont découvert que la tranche la plus élevée ne perdait pas sa note AAA si elle prévoyait de céder une part du revenu à la tranche la plus basse dans des circonstances très peu probables, par exemple s'il y avait défaut de paiement sur plus de 50% des prêts du pool. La probabilité d'un tel événement étant jugée extrêmement faible, cette 'assurance' ne modifiait pas le AAA de la tranche supérieure mais pouvait, si elle était bien structurée, faire remonter la note de la tranche inférieure. Très vite, les différentes tranches se sont trouvées liées entre elles par des connexions irrationnelles et très complexes, si bien que, lorsque l'événement qui ne semblait possible qu'une fois par millénaire s'est vraiment produit, la tranche supérieure

3. AAA : les notations des instruments de financement vont de AAA (triple A), qualité de crédit la plus élevée, à D, défaut de paiement constaté ou imminent. La notation financière ou rating est l'appréciation, par une agence de notation, du risque de solvabilité financière d'une entreprise, d'un État ou d'une autre collectivité publique, d'une opération telle un emprunt obligataire ou une titrisation.

que l'on supposait AAA n'a pas reçu l'intégralité de l'argent promis. Le risque induit par le prêt initial se trouve ainsi transmis successivement à différents investisseurs, tandis que les 'paquets' de crédit conduisent à mélanger des niveaux de risque différents. L'effet de la titrisation est de mieux répartir les risques et d'élargir la quantité de fonds disponibles pour les prêts. Ce phénomène a néanmoins pour corollaire l'incertitude sur le risque réel encouru, dans la mesure où le détenteur final de la créance n'est plus celui qui l'a accordée et où les banques ont une incitation moins forte à s'assurer de la solvabilité des emprunteurs ou à limiter la quantité des crédits à risque. En outre, le mélange des risques rend difficile l'évaluation de la valeur des paquets de crédits : celle-ci repose *in fine* sur des modèles mathématiques complexes que peu d'investisseurs comprennent et sur les avis donnés par les agences de notation comme Moody's et Standard & Poor's. Celles-ci portent une lourde responsabilité dans la mesure où elles ont accordé des avis très favorables à certains paquets de créances comportant des 'subprimes' en excès.

Les produits financiers que les banques et les sociétés de crédit utilisaient pour exploiter les analphabètes de la finance ont finalement causé la perte de leur institution, mais non sans avoir au passage alimenté le compte en banque de très nombreux dirigeants de millions, voire de centaines de millions de dollars. Ces instruments extravagants étaient conçus pour soutirer le plus d'argent possible. La titrisation créait un flux sans fin de commissions, ces commissions rapportaient des profits qui engendraient des bonus inouïs, et tout cela aveuglait les banquiers. Ils ne pouvaient pas ne pas savoir que cela ne pourrait durer, d'où la ruée pour tirer de ce mécanisme le plus d'argent possible dans les plus brefs délais. Même l'effondrement du système n'a pas mis un frein à leur cupidité. Quand l'État américain a fourni aux banques des fonds pour se recapitaliser et alimenter le flux de crédit, ils ont préféré utiliser l'argent pour se payer des primes record – proportionnelles à leurs pertes record ! Neuf sociétés de crédit qui cumulaient près de 100 milliards de dollars de pertes et avaient reçu 175 milliards de dollars, au titre de renflouement du TARP⁴, ont versé près de 33 milliards de dollars de primes, dont plus d'un million à près de 5000 de leurs cadres.

Par ailleurs, si les banques ont passé l'essentiel des deux dernières décennies à développer les marchés de dérivés, elles ont aussi dépensé beaucoup

4. *Troubled Asset Relief Program* qui permet au Département du Trésor américain d'acheter ou de garantir jusqu'à 700 milliards 'd'actifs pourris'

d'énergie à encourager l'addiction de l'Amérique à la dette. En plus d'allécher les imprudents avec des prêts hypothécaires allant bien au-delà de leurs capacités de remboursement, leur stratégie en matière de cartes de crédit est probablement une fourberie encore plus sinistre. En cas d'impayés, le couperet tombe : les taux d'intérêt, dus sur les sommes non encore remboursées, augmentent violemment, les pénalités de retard s'accumulent. La spirale de l'endettement se déclenche. Beaucoup de possesseurs de cartes de crédit se retrouvent piégés par les dettes qu'ils ont créées. Chaque détenteur d'une carte bancaire américaine porte une dette moyenne de 5 710 dollars, selon Forbes. On compte 1,5 milliard de cartes de crédit en circulation aux États-Unis, soit plus de dix cartes par personne. Mais les commissions les plus habiles étaient les commissions d'« interchanges », imposées aux commerçants qui acceptaient les cartes. Visa et MasterCard, qui appartiennent de fait aux banques, ont interdit aux commerçants d'informer leurs clients du coût véritable du paiement par carte. Les banques leur ont imposé aussi de ne faire aucune 'discrimination' entre les cartes. Bref, le monopole des banques était si grand qu'elles ont réussi à court-circuiter le mécanisme des prix.

Rien de tout cela n'eût été possible si l'on avait imposé le respect des règles sur la concurrence. Les banques (et les autorités de contrôle qui avaient laissé grandir le problème) voulaient absolument 'faire comme si' la crise n'était qu'une question de confiance et de manque de liquidités. Elles manquaient de liquidités parce que personne ne voulait leur prêter. Les banques tenaient à croire qu'elles n'avaient pas pris de mauvaises décisions, qu'en réalité elles étaient solvables, et que la 'vraie' valeur de leurs actifs était supérieure à ce qu'elles devaient (à leur passif). Mais si chacune en était certaine pour elle-même, elle n'en croyait pas un mot au sujet des autres, comme le prouvait la réticence des banques à se prêter entre elles. Le problème des banques ne se limitait pas à un manque de liquidités. Après des années d'imprudences, dont les prêts à risques et les paris sur les dérivés, beaucoup se trouvaient *de facto* en faillite. Des années d'opacité comptable et d'usage de produits complexes pour tromper les régulateurs et les investisseurs avaient fait leur effet : à présent, les banques elles-mêmes ne connaissent pas leur propre bilan. Et puisqu'elles ne savaient pas si elles étaient vraiment solvables, comment auraient-elles pu connaître la solvabilité des autres banques auxquelles elles étaient susceptibles de prêter ?

3. COMMENT CELA A-T-IL ÉTÉ POSSIBLE ?

Les cadres supérieurs de la sphère financière étaient censés bien comprendre le risque : c'est l'une des raisons pour lesquelles ils étaient si amplement rémunérés. Ils se vantaient d'être de fins connaisseurs des marchés, d'avoir le sens du risque et de l'efficacité, et leurs régulateurs aussi. En réalité, ils n'avaient rien compris, ni les uns ni les autres. Leur tâche était de transférer le risque des moins capables de le supporter à d'autres, et leurs 'innovations' ont fait l'inverse : elles ont accru les risques de ces propriétaires. Ce comportement lamentable du système financier a de nombreuses raisons, qui doivent être prises en compte dans toute nouvelle réglementation. Au moins cinq défauts peuvent être relevés à ce stade :

1. Les incitations comptent, mais il y a trop de discordances entre les profits sociaux et les profits privés.
2. Certaines institutions sont devenues trop grandes pour faire faillite et très coûteuses à sauver. Certaines se sont aussi révélées trop grandes pour être gérées. Edward Liddy, nouveau patron d'AIG⁵ après son renflouement par l'Etat indiquait que la structure générale de l'entreprise est trop complexe, lourde et opaque pour que les métiers qui la composent soient bien gérés au sein d'une seule unité.
3. Les grandes banques sont passées de la 'banque à la vanille', toute simple, à la titrisation, mais elles ont été incapables de les gérer soigneusement.
4. Les banques de dépôt ont voulu imiter la logique 'gros risques, gros rendements' de la haute finance, mais leur métier doit rester routinier. Les fonds spéculatifs ne sont pas garantis par l'Etat, les dépôts, oui. Ce sont des activités différentes et trop de banquiers l'ont oublié.
5. Trop de banquiers ont oublié aussi qu'ils doivent être des citoyens responsables. La soif de s'enrichir a fait sauter tous les interdits, dont l'exploitation des plus faibles de notre société.

Au lendemain de la Grande Dépression la structure de réglementation mise en place a permis une période de stabilité et de croissance sans précédent.

5. American International Group, était avant la crise le leader mondial de l'assurance et des services financiers, ainsi que le plus important arbitre d'assurance pour les secteurs commercial et industriel. Suite à la crise de subprime, AIG a été renfloué par la FED, et l'Etat américain détient depuis lors 80% de celle-ci.

Pour éviter les conflits d'intérêt et des prises de risques inopportuns, les banques de dépôt (qui prêtent de l'argent) et les banques d'affaires (qui organisent la vente des obligations et des actions) sont séparées. Ces réglementations ne convenaient peut-être plus au 21^e siècle. Dans ce cas, il fallait adapter le système aux nouvelles réalités, et non le démanteler. Une conséquence de ceci a été un système bancaire moins concurrentiel, plus concentré et plus opaque, dominé par des banques toujours plus massives. Dans les années qui ont suivi l'adoption en 1999 de la loi Gramm qui autorise à nouveau des banques universelles (banque de dépôt, banque d'investissement, compagnie d'assurance), la part des cinq plus grandes banques est passée de 8% à 30% en 2008. L'effet de levier (rapport dettes/fonds propres) des grandes banques d'affaires américaines était en 2002 de 29 contre 1: autant dire que, si la valeur des actifs baissait de 3%, elles n'existaient plus. En 2004 ce rapport était de 40 contre 1 !

4. QU'A FAIT LE GOUVERNEMENT AMERICAIN ?

Quand l'État américain est allé sauver les banques, il aurait également dû réfléchir à leurs responsabilités. Les banquiers qui avaient mis le pays dans cette situation désastreuse auraient dû payer leurs erreurs. Or, ils s'en sortaient avec des milliards de dollars d'aides. En tant que système, le capitalisme peut admettre de fortes inégalités : elles servent à motiver les gens. Lorsqu'on rémunère chacun à proportion de sa contribution à la société, on a une économie plus efficace. Mais ceux qui ont été largement rétribués pendant la bulle immobilière n'ont pas rendu la société plus efficace. Ils ont à un moment accru les profits des banques, mais ceux-ci n'étaient qu'un mirage. En fin de compte, ils ont imposé des coûts gigantesques aux populations du monde entier. Le capitalisme ne peut plus fonctionner si les rémunérations privées n'ont plus aucun lien avec les bénéfices sociaux. L'administration américaine n'a exercé aucun contrôle sur ceux qui recevaient ces infusions massives de fonds publics : c'eût été interférer avec le libre jeu des mécanismes du marché ! Les conséquences de ces décisions étaient prévisibles : les cadres supérieurs des banques ont agi comme ils sont censés le faire en système capitaliste; autant dire qu'ils ont pris le plus d'argent possible pour eux-mêmes. L'erreur commise par les administrations américaines, inexcusable au vu de l'expérience du passé : elles ont feint de croire que l'intérêt des banques coïnciderait nécessairement avec l'intérêt national. Aujourd'hui, il est clair que les

contribuables ont fort peu de chances de récupérer les sommes versées aux banques, et aucune d'être correctement indemnisés pour le risque qu'ils ont assumé, comme l'auraient exigé les banquiers si c'était eux qui avaient donné l'argent. La garantie des dépôts par l'Etat a peut-être donné une incitation supplémentaire aux mauvais prêts et autres prises de risques excessifs (si les banques en avaient besoin !). Désormais si la banque pariait et perdait, l'Etat paierait ; si elle gagnait, elle garderait les profits (bel exemple d'« aléa moral »). Le renflouement des banques par Bush peut être interprété comme une nouvelle expansion d'un phénomène en cours depuis plus d'un quart de siècle : la création d'un 'Etat-providence des entreprises', l'extension et le renforcement de leur 'sécurité sociale', alors même qu'on affaiblit la protection sociale des particuliers, au moins dans certains domaines.

L'ensemble des efforts successifs menés pour sauver le système bancaire a été mal orienté, en partie parce que les responsables de la panne – champions de la déréglementation, contrôleurs qui n'avaient pas réussi à contrôler, banquiers d'affaires – ont été chargés de la réparation. Tous ont employé pour sortir le secteur financier de ses problèmes, la même logique que celle qui l'y avait plongé.

5. ARGUMENTS DES BANQUIERS

Sans surprise, le secteur financier a tenté de dévier la critique ailleurs. Les financiers ont reproché à la FED d'avoir maintenu les taux d'intérêts à un bas niveau. Étrange critique : quel autre secteur d'activité expliquerait la faiblesse de ses profits en faisant valoir que le coût de ses intrants (l'acier, les salaires) était trop bas ? Le principal intrant du secteur bancaire est le coût de ses fonds et les banquiers semblent se plaindre que la FED ait rendu l'argent trop bon marché ! Si ces fonds peu coûteux avaient été bien utilisés, par exemple, en stimulant l'investissement dans les nouvelles technologies ou l'expansion des entreprises, nous aurions eu une économie plus compétitive et plus dynamique. Mordant la main qui les nourrit, beaucoup de banquiers ont accusé l'Etat. Ils lui reprochent de ne pas les avoir arrêtés – comme le gamin pris à voler des bonbons accuse le confiseur ou le gendarme d'avoir regardé ailleurs – ce qui lui fait croire qu'il pouvait commettre son larcin impunément. Ici la mauvaise foi est encore plus flagrante, car les marchés financiers ont *payé* pour se débarrasser des gendarmes. Ils ont repoussé toute tentative pour

réglementer les dérivés et restreindre le crédit prédateur. Ils avaient même un argument: la déréglementation leur avait fait gagner de l'argent, et l'argent était la preuve de leur succès.

Quand on a demandé à des banquiers pourquoi ils n'annulaient pas directement les transactions au lieu de les compenser par d'autres – ce qui les avait exposés à des risques de plusieurs milliers de milliards de dollars – ils ont répondu : « Nous ne pouvions pas imaginer un défaut de paiement. » Pourtant ils vendaient et achetaient des *credit default swaps* sur les grandes banques et misaient donc sur un défaut de paiement de leur part ! Nouvel exemple de l'incohérence intellectuelle omniprésente sur ces marchés.

Greenspan et consorts ont tenté à leur tour de trouver un autre coupable de la faiblesse des taux d'intérêt : les pays d'Asie et la marée de liquidités due à leur épargne excessive. Là encore, pouvoir importer des capitaux à des meilleures conditions aurait dû être un atout, une bénédiction. Les manœuvres et manipulations du secteur financier américain resteront dans l'histoire comme le grand scandale du début du XXI^e siècle. Les renflouements coûteux et répétés aux banques, s'est révélé être l'une des plus grandes redistributions rapides de richesses de l'histoire (sauf, celle qu'a provoquée en Russie la privatisation des entreprises d'Etat qui a sûrement été supérieure).

Il n'y avait qu'un pas entre imagination comptable et falsification comptable ; le secteur financier l'a franchi et refranchi. Il n'est pas toujours possible de distinguer l'incompétence de l'escroquerie, mais il n'est guère vraisemblable qu'une entreprise, telle que Worldcom ou Enron qui, il y a quelques années, prétend avoir une valeur de plus de 100 milliards de dollars et se trouve soudain dans le rouge sans qu'elle n'ait su que sa comptabilité était truquée. On ne peut pas croire que les initiateurs des crédits hypothécaires et les banquiers d'affaires ne savaient pas que les produits qu'ils créaient, achetaient et reconditionnaient étaient toxiques et venimeux. Les banquiers voudraient faire croire qu'ils ont été trompés par ceux qui leur ont vendu ces prêts. S'ils ont été trompés c'est parce qu'ils ne voulaient pas savoir. Ils sont également coupables de publicité mensongère, puisqu'ils se présentaient en experts du risque, ce qu'ils n'étaient manifestement pas. En fait, ils ont encouragé les initiateurs à entrer sur le marché risqué des 'subprime', car seul un flux massif de prêts et la transformation d'actifs à risques en nouveaux produits leur rap-

portaient les commissions et produisaient les rendements qui, par la grâce de l'effet de levier, leur donnaient l'allure de génies financiers.

La question qu'il aurait fallu se poser : qu'est-il arrivé au sens moral de ceux qui se sont livrés à ces pratiques, en exploitant en particulier les moins nantis ? Les entreprises ne sont-elles pas censées bien se conduire spontanément, selon des codes de bonne gouvernance qu'elles se sont elles-mêmes édictés ? Les financiers savaient – ou auraient dû savoir – que les rendements élevés à court terme (et les grosses commissions qui les accompagnaient) seraient suivis de lourdes pertes, qui, aux termes de leurs contrats, n'influeraient pas sur leurs bonus.

Quelle que soit la façon dont on les regarde, les faits sont là : nos banques et nos banquiers, tant avant que pendant la crise, n'ont pas été à la hauteur des normes morales que nous aurions pu espérer.

6. LES ÉCHECS DU MARCHÉ

Adam Smith n'a peut-être pas eu tout à fait raison de dire que les marchés conduisent, comme par une main invisible, au bien-être de la société, théorie dont les États-Unis se réclament. En fait, l'économie américaine est à ce point affectée par les interventions de lobbies puissants que de graves questions de transparence et de démocratie qui dénaturent l'économie de marché se posent. Nous avons affaire ici, en fait, à un ersatz de capitalisme. La crise a clairement montré que l'autoréglementation – ce concept promu par le monde financier et qui paraît en soi contradictoire –, ça ne marche pas. Les banques ont été incapables d'évaluer leur propre risque. Les marchés livrés à eux-mêmes sont clairement voués à l'échec – à l'échec répété. Au moins deux raisons sont plus spécifiques au secteur financier : « l'agent », soit des dizaines de personnes qui manient l'argent et prennent des décisions au nom d'autres personnes – et, l'importance accrue des « externalités ».

L'intervention de l'agent est un problème de notre temps : les grandes entreprises modernes, avec leurs milliers de petits actionnaires, diffèrent fondamentalement des entreprises familiales. Il y a séparation de la propriété et du contrôle, et l'équipe de direction, qui ne possède qu'une petite fraction de l'entreprise, peut la gérer à son profit. Puisque leur salaire ne dépend pas des profits à long terme mais du cours de l'action et des résultats à court terme, les

dirigeants font naturellement ce qu'ils peuvent pour faire monter ce cours boursier – même si cela nécessite une comptabilité 'créative'. L'inventivité des institutions financières consistait à imaginer de nouveaux produits capables de doper leurs revenus à court terme. Dans la crise actuelle comme dans la crise asiatique, les régulateurs et les investisseurs ont 'externalisé' leur responsabilité pas leurs profits en se fiant aux agences de notation, dont ils ne pouvaient ignorer les 'turpitudes' dans leurs notations. Les dégâts ont été payés par des milliers de personnes qui n'avaient rien gagné aux imprudences des banques.

Finalement les banques ont sauté sur leur propre pétard : les instruments dont elles se servaient pour exploiter leurs clients les plus démunis se sont retournés contre elles. Ce n'est que l'une des nombreuses ironies de l'histoire de la crise : l'effort de Greenspan et de Bush pour réduire au minimum le rôle de l'Etat dans l'économie a abouti à lui conférer un pouvoir sans précédent sur un vaste ensemble de secteurs. L'Etat est devenu propriétaire de la plus grande compagnie automobile, de la plus grande compagnie d'assurances et certaines des plus grandes banques auraient dû lui appartenir s'il avait reçu le juste retour de ce qu'il leur a donné. Un pays où le socialisme est honni comme une abomination a socialisé les risques, et il est intervenu sur les marchés comme il ne l'avait jamais fait !

Alors que le FMI soutient la théorie fondamentaliste que les marchés s'autorégulent, dès l'instant où une crise se produit, il préconise une aide massive de l'Etat, car il craint la contagion, la diffusion du mal dans d'autres pays.

7. LES CHANTRES DE LA DÉRÉGLEMENTATION

Les coûts des fausses théories de la déréglementation ont été considérables et ont gagné l'ensemble de l'économie mondiale. Alors que les activités financières sont censées participer fondamentalement au financement des activités économiques, on a assisté à une totale inversion fonctionnelle : les activités économiques vont durablement être mobilisées afin de financer le déploiement croissant des activités financières, jusqu'à l'hypertrophie des années 2000 puis l'overdose actuelle. En effet, tel le coucou faisant son nid, le capitalisme financier – banques, assurances, fonds de pension ou fonds spéculatifs – se retrouve en position nodale dans une large partie des économies

et sociétés contemporaines. Accaparant une part croissante des richesses créées, il impose ses normes d'organisation, ses critères de gestion et ses exigences de rentabilité maximale et à court terme. Au sommet de leur puissance, en 2007, les marchés financiers avaient tant enflé qu'ils absorbaient 41% des profits de l'ensemble des entreprises américaines, alors qu'ils représentaient, malgré l'ampleur de la bulle financière, moins de 10% du PIB américain. Ce secteur avait sa propre vision, centrée sur l'augmentation de ses profits. Les sociétés financières en étaient venues à considérer leurs activités comme une fin en soi, à s'enorgueillir de leur taille et de leur rentabilité. Mais le système financier doit être un moyen au service d'une fin, pas une fin en soi.

Comment une activité qui était un moyen au service d'une fin pouvait-elle devenir le centre d'une *Nouvelle Économie* ? L'envergure disproportionnée du secteur financier dans les années précédant la crise était le signe que quelque chose ne tournait pas rond. La grande rupture intervient avec les réformes ultra-libérales promues lors de l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher au Royaume-Uni en 1979 et de Ronald Reagan aux États-Unis en 1980. Pour des raisons idéologiques, politiques et géopolitiques, ces gouvernements vont totalement libérer les marchés financiers de toutes les règles, normes et institutions publiques qui assuraient le contrôle des mouvements de capitaux, des institutions et opérations depuis les années 1930 – en réponse justement à la fameuse crise de 1929 – ou l'immédiat après-guerre. En 1987, quand Ronald Reagan a nommé Greenspan à la tête de la FED, il cherchait un partisan convaincu de la déréglementation. Paul Volcker, son prédécesseur, avait brillamment réussi à amener le taux d'inflation des États-Unis de 11,3% en 1979 à 3,6% en 1987. Normalement, après cet exploit il aurait dû être automatiquement reconduit dans ses fonctions. Mais Volcker comprenait l'importance des réglementations, et Reagan voulait quelqu'un qui travaillerait à les démanteler. Ce processus de déréglementation se retrouve décuplé dans les années 1990/2000 à la suite de l'effondrement de l'URSS et du bloc communiste. Il se diffuse en Europe occidentale – quelle que soit la couleur politique des gouvernements au pouvoir, tant le consensus libéral est alors puissant – puis dans le reste du monde, comme en témoigne en décembre 2007 l'adoption par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) de l'accord sur les services financiers qui ouvre alors largement le monde aux acteurs financiers occidentaux. Ceux qui continuent à plaider pour la déréglementation affirment que les coûts de la réglementation sont supérieurs à ses avantages. Alors

que les coûts budgétaires et réels mondiaux de la crise actuelle se comptent en dizaines de milliers de milliards de dollars, on voit mal comment ils peuvent encore maintenir cette position. Ils soutiennent également que le coût réel de la réglementation est d'étouffer l'innovation. La vérité est que sur les marchés financiers, les innovations visaient à contourner les réglementations, les normes comptables et le fisc.

À aucun moment, les marchés financiers n'ont produit des innovations qui auraient facilité pour les citoyens ordinaires la gestion du risque de leur accession à la propriété. Toutes les tentatives pour réglementer les marchés financiers ont été combattues, parfois avec brutalités, par les professionnels et leurs lobbyistes, le département du Trésor et la FED (Alan Greenspan). La tactique utilisée est toujours la même : la tactique de la peur. Si les produits dérivés étaient réglementés, le capitalisme tel que nous le connaissons s'effondrerait.

8. LES INCITATIONS PERVERSES

Les banquiers (pour la plupart) ne sont pas nés plus cupides que les autres. Ils ont seulement davantage d'occasions de mal agir aux frais d'autrui, et des incitations plus puissantes à le faire.

Lorsque les entreprises maximisent les profits, elles maximisent aussi, dans l'idéal, le bien-être social – la différence entre la valeur pour la société de ce qui est produit et la valeur des ressources utilisées dans la production. Sur les marchés financiers, les incitations sont distordues, et souvent grossièrement. Un exemple important de distorsion des incitations est la façon dont sont payés de nombreux cadres supérieurs. Dans le secteur financier, un gros pourcentage des rémunérations est fondé sur les bonus, primes liées au revenu rapporté (les commissions). Il a manifestement peu de rapport entre rémunération et résultats, et on en a un exemple éclatant lorsque les dirigeants de compagnies qui avaient subi des pertes record ont obtenu des bonus de plusieurs millions. Dans de nombreux secteurs où la « rémunération au résultat » avait été essayée, elle a été abandonnée depuis longtemps. Les travailleurs payés 'à la pièce' sont payés sur la base de la quantité et non de la qualité. Le même phénomène s'est répété tout au long de la chaîne financière. Les dirigeants rémunérés en stock-options avaient une incitation à faire tout ce qu'ils pouvaient pour que le cours de l'action de l'entreprise monte – y compris pour

la comptabilité ‘imaginative’. Dans les systèmes de rémunération incitative ‘surpuissante’ de la finance, les banquiers partageaient les profits mais pas les pertes.

Depuis le décloisonnement *de facto* des activités des banques de dépôt et des banques d’affaires, les grandes banques devenaient toujours plus grandes, trop grandes pour faire faillite, et elles le savaient bien. En outre, les banquiers avaient des incitations perverses qui les encourageraient à voir court et à risquer gros.

Il y a une grande différence entre la banque du bon vieux temps et celle d’aujourd’hui : leur source de profit. À l’origine, le profit était essentiellement constitué par l’écart entre le taux créditeur et débiteur. La différence entre les deux, le ‘spread’, n’était pas grande : la rentabilité de la banque de dépôt était confortable, pas prodigieuse. Mais quand les réglementations ont été assouplies et que la culture du métier a changé, les banques se sont mises à chercher de nouvelles sources de profit. Elles les ont trouvées dans un mot : commissions. Certains de ces nouveaux produits permettaient aussi aux banques d’esquiver les réglementations qui tentaient de les empêcher de mal se conduire : ils aidaient à dissimuler ce qui se passait en transférant les risques hors bilan.

9. RESTRUCTURER L’ÉCONOMIE : LES DÉFIS

La crise a détourné une grande partie du monde des problèmes à long terme qu’il faudra bien régler : la santé, l’énergie et l’environnement, l’éducation, la recherche, le vieillissement de la population, le déclin de l’industrie manufacturière, le dysfonctionnement du secteur financier, les déséquilibres mondiaux, les déficits commercial et budgétaire. Entre-temps, ces problèmes subsistent, certains se sont aggravés, mais les ressources pour les résoudre ont été considérablement réduites.

Le défi le plus flagrant est l’écart entre la demande et l’offre mondiale. Un monde où il y a d’immenses besoins non satisfaits sous-utilise sa capacité de production. La sous-utilisation la plus grave est celle des ressources humaines : au-delà du problème immédiat des 250 millions de sans-emploi dans le monde, des milliards de personnes n’ont pas l’éducation nécessaire pour employer pleinement et dignement leur potentiel humain.

Le plus grand défi environnemental est évidemment le réchauffement de la planète. On traite des ressources environnementales rares, comme si elles étaient gratuites. Le résultat en est une distorsion, souvent considérable, des prix. La correction est impérative.

Les « déséquilibres mondiaux » sont un autre défi pour la planète. Une partie du monde vit bien au-dessus de ses moyens ; l'autre produit plus qu'il ne consomme. Certains endettements deviennent insoutenables. Les déséquilibres d'avant la crise demeurent.

Le quatrième défi est le « casse-tête industriel ». Les progrès de la productivité sont tels que, même quand l'industrie se développe, l'emploi diminue.

Le cinquième défi est celui des inégalités. La mondialisation a eu des effets complexes sur la répartition des revenus et de la fortune dans le monde. Près de 1 milliard de personnes vivent encore avec moins de 1 dollar par jour. Les inégalités s'accroissent dans la plupart des pays du monde, et la mondialisation est l'un des facteurs qui a contribué à cette tendance⁶. La hausse des inégalités est l'une des raisons de l'insuffisance de la demande globale mondiale – l'argent passe de ceux qui le dépenseraient à ceux qui en avaient déjà plus qu'il ne leur en fallait.

Le dernier défi est la stabilité. L'instabilité financière croissante est un problème de plus en plus sérieux, avec des crises de plus en plus fréquentes.

10. PRINCIPES D'UNE RÉFORME

Les règles doivent être simples et la structure de réglementation conçue pour empêcher l'influence excessive des marchés financiers. Le diable est dans les détails ! Avec des réglementations complexes il y a un risque que les détails donnent aux banques la capacité à continuer comme avant. La transparence doit régner partout. Si des canaux restent dans l'ombre, c'est là que se concentreront toutes les activités nocives. De vastes portions du capital mondial passent par des paradis du secret comme les îles Caïmans – qui ne sont pas devenues sans raison un centre bancaire de 2000 milliards de dollars. Il y a dans le système mondial de réglementation des 'failles' créées délibérément

6. Les effets dans les pays développés sont évidents : les travailleurs non qualifiés doivent affronter la concurrence des travailleurs à bas salaire du reste du monde

pour faciliter le blanchiment d'argent, l'évasion fiscale... Réduire le champ des conflits d'intérêts et des comportements à courte vue et à haut risque est l'une des plus importantes séries de réformes à faire, et ce pour une raison simple : si les banquiers ont de mauvaises incitations, ils feront tout pour contourner les autres réglementations. Une réforme simple pourrait changer considérablement la donne : fonder les rémunérations sur les résultats à long terme et imposer la participation des banquiers aux pertes et pas seulement aux profits. Il faut également réformer la gouvernance des entreprises, pour que ceux qui gèrent aient davantage de comptes à rendre sur base d'une obligation d'information complète (p.ex. quel est le degré de dilution de la valeur des actions qui résulte de l'émission de stock-options ?). Les actionnaires sont les propriétaires nominaux de l'entreprise, mais ils n'ont même pas le droit de donner leur avis sur la rémunération de ceux qui, en principe, travaillent pour eux.

Qui doit payer? Un principe d'équité, mais aussi d'efficacité voudrait, selon la norme empruntée à l'économie environnementale, que 'le pollueur soit le payeur'. Donc, taxer les banques (de même que taxer toute 'externalité' mauvaise), c'est à la fois alimenter les finances publiques et améliorer l'efficacité économique ; il est beaucoup plus sensé d'instaurer des impôts de ce genre que de taxer ce qui est bon, comme l'épargne et le travail. Les banques recourent ici à la tactique de la peur : le simple fait d'en discuter serait désastreux. La vérité est que les décharger de ces coûts est une distorsion de l'économie. Sachant qu'ils n'auront pas à supporter pleinement les conséquences de leurs erreurs, qu'on viendra les sauver, les prêteurs évaluent la solvabilité moins sérieusement et prennent de plus gros risques. C'est le problème de l'aléa moral.

11. LE RÔLE DE L'ÉTAT

La crise a révélé les vices du modèle économique dominant mais aussi ceux de notre société. Trop de gens avaient profité des autres. La confiance s'était brisée. Presque tous les jours, on apprenait les méfaits de professionnels du secteur financier – pyramides de Ponzi⁷, délits d'initiés, crédits prédateurs, multiples stratagèmes des cartes de crédit pour soutirer un maximum d'ar-

7. Il s'agit de « vente pyramidale » imaginée à l'origine par l'américain Ponzi au début du 20^e siècle et mise en application avec succès par Madoff

gent des utilisateurs, bonus financiers... Le système a été sauvé, mais à un coût auquel on a du mal de croire. Nous avons créé une société où le matérialisme l'emporte sur l'engagement moral ; où la croissance rapide que nous avons atteinte n'est durable ni sur le plan environnemental, ni sur le plan social ; où l'individualisme acharné et le fanatisme du marché ont miné tout sentiment de communauté : ils ont conduit à une exploitation éhontée des moins prudents et des moins protégés et à une fracture sociale croissante. Nous avons laissé les marchés modeler aveuglément notre économie, et, ce faisant, ils ont aussi contribué à nous modeler, nous et notre société.

Notre société moderne exige que l'Etat joue un rôle majeur : fixer les règles et les faire respecter, fournir les infrastructures, financer la recherche, assurer l'éducation, la santé et diverses formes de protection sociale. Pour une véritable restructuration, il faut un État qui gouverne. Pour les néolibéraux, 'le gouvernement qui gouverne le mieux, est le gouvernement qui gouverne le moins' ; 'plus le taux d'imposition est faible, plus le taux de croissance est élevé'. La Suède a pourtant l'un des revenus par habitant les plus élevés et, dans les classements opérés à l'aide de mesures élargies du bien-être (indice PNUD), elle jouit d'une avance considérable sur les États-Unis (espérance de vie de 77 ans aux États-Unis, 80,5 ans en Suède). À la base de ce succès : les taux d'imposition élevés.

Un pays doit vivre selon ses moyens. Si l'on veut un bon système de santé, un bon système scolaire, de bonnes routes, une bonne protection sociale, les services publics doivent être financés, et cela exige des impôts élevés. Trouver le juste équilibre n'est pas si simple. L'une des raisons du succès des pays scandinaves est qu'ils n'ont pas été plombés par certains postulats idéologiques du type « les marchés sont toujours efficaces » ou, « l'Etat est toujours inefficace ». Et, pourtant on l'a vu, la peur de 'nationaliser' les banques en faillite a empêché l'Etat d'intervenir vite et efficacement (Etats-Unis, Royaume-Uni, Belgique), ce qui a coûté aux contribuables des milliards sans nécessité.

Herbert Simon, prix Nobel 1978 pour ses travaux sur les entreprises modernes, a fait remarquer que les différences entre les firmes du capitalisme moderne et les entreprises gérées par l'Etat ont été beaucoup exagérées. Dans les deux cas, tout le monde travaille pour quelqu'un d'autre. Il y a des exemples d'entreprises efficaces, et d'autres inefficaces dans le secteur public comme

dans le secteur privé. Le seul secteur où les États-Unis restent en tête est l'enseignement supérieur, et, toutes leurs universités de premier ordre sont publiques ou à but non lucratif. La transformation de nombreuses économies industrielles avancées en économies de l'innovation a des conséquences profondes sur la nature du marché. Prenons le problème de la concurrence, vital pour le dynamisme de toute économie. Nous pouvons facilement vérifier si la concurrence existe ou non sur le marché de l'acier; et s'il n'y en a pas, il existe des procédures pour régler le problème.

Mais produire des idées n'est pas la même chose. Si les bénéfiques privés et sociaux sont relativement bien alignés dans la fabrication des produits de base traditionnels, ceux de l'innovation peuvent diverger très nettement. Il y a même des innovations dont les bénéfiques sociaux sont *négatifs* – la dépendance aux cigarettes p.ex. Ce qui intéresse le secteur privé, c'est la proportion de la valeur de l'idée qu'il va pouvoir s'approprier, pas ses bénéfiques globaux pour la société. Sans le soutien de l'Etat, il y aurait peu de recherche fondamentale, et trop peu sur les maladies des pauvres. Dans le cadre du système des brevets, le bénéfice privé est lié à l'antériorité – il faut être le premier. Le bénéfice social, c'est que l'innovation soit disponible plus tôt qu'elle ne l'aurait été autrement. La différence a été illustrée avec éclat dans le cas des recherches sur les gènes associés au cancer du sein. Un effort mondial organisé était en cours pour décoder systématiquement l'ensemble du génome humain, mais certains cherchaient à le battre de vitesse sur des gènes qui auraient peut-être une valeur commerciale. Myriad a obtenu le brevet des gènes du cancer du sein ; l'information a été disponible un peu plus tôt qu'elle ne l'aurait été autrement – mais cette entreprise facture au prix fort les tests de détection du gène muté !

Bref, l'État doit prendre une place plus centrale, et cela en assurant la recherche fondamentale sur laquelle repose tout l'édifice. Il doit rééquilibrer le régime de propriété intellectuelle afin que la société bénéficie davantage des incitations qu'il peut fournir sans avoir à subir les coûts qui les accompagnent, dont celui de la monopolisation. Pour que le savoir soit diffusé librement, l'Etat doit assumer la responsabilité de financer sa production. Il doit jouer un rôle fondamental dans la promotion de la connaissance et de l'innovation. Certains des plus grands succès des États-Unis – d'internet à la biotechnologie moderne – sont issus de recherches financées par l'Etat, en général dans des universités publiques ou à but non lucratif. Il est possible d'induire

l'innovation dans le secteur privé en restreignant l'usage du savoir par le système des brevets – bien que, en renforçant ainsi les bénéfices privés, on réduise les bénéfices sociaux.

Dans le cas des marchés financiers, le problème est l'absence de moyens efficaces pour protéger la propriété intellectuelle. Quiconque élabore un nouveau produit qui réussit peut être vite imité. La règle du jeu est donc « pile je perds, face tu gagnes » : si le nouveau produit a du succès, il est imité et les profits de l'entreprise innovante vont vite s'éroder. La conséquence est claire : on ne cherche pas des innovations qui améliorent le bien-être des clients ou l'efficacité de l'économie, mais des innovations difficiles à imiter, ou qui même imitées, rapporteront rapidement des profits. Les prêts menteurs ou les taux usuraires des cartes de crédit, p.ex. sont des 'innovations' qui ont été vite imitées, mais n'en ont pas moins rapporté gros. Moins de concurrence veut dire davantage de profit.

L'État doit jouer un rôle important dans la protection sociale en fournissant une assurance contre de nombreux risques auxquels sont confrontés les individus, tels le chômage ou le handicap. Une compagnie d'assurance privée veut être sûre qu'elle n'aura pas à payer trop : elle fera donc tout son possible pour découvrir qui court un risque.

Même des marchés efficaces peuvent avoir des résultats socialement inacceptables. Sur des marchés concurrentiels, les salaires sont déterminés par l'intersection de l'offre et de la demande, et rien ne dit que le « salaire d'équilibre » permettra de vivre. De plus, rien ne garantit que les marchés seront humains, dans tous les sens du terme. L'État ne peut pas empêcher toutes les formes d'exploitation, mais il peut réduire leur ampleur : lois contre l'usure, fixation d'un salaire minimum, nombre maximum d'heures de travail, conditions sanitaires et de sécurité sur les lieux de travail... Les entreprises privées sont douées pour exploiter des modèles systématiques de comportement irrationnel et autres « points faibles » de consommateur. Ainsi, les banques encouragent leurs clients à signer des contrats de découvert autorisé sur lesquels les commissions sont élevées. Les compagnies de carte de crédit savent que beaucoup d'emprunteurs auront de temps en temps des retards de paiement.

12. L'ACTION PRIORITAIRE

Quand les marchés privés ont été au bord de l'effondrement, tous les risques ont été transférés à l'Etat. Les banques savent maintenant que, si elles sont assez grandes et que leur chute menace suffisamment l'économie – ou si elles ont assez d'influence politique –, l'Etat supportera leur risque de faillite. C'est pourquoi il sera crucial d'empêcher les banques de grandir autant. Il y a une solution évidente pour éviter les banques trop grandes pour faire faillite : les diviser. Si elles sont trop grandes pour faire faillite, elles sont trop grandes pour exister. Ces banques sont trop grandes pour être gérées. Leur avantage compétitif vient de leur pouvoir de monopole et des subventions implicites de l'Etat, et non d'une force économique réelle. Les synergies tant vantées de la fusion entre diverses composantes du secteur financier ont été un fantasme ; on voit mieux aujourd'hui les échecs de gestion et les conflits d'intérêt.

Il est facile de réduire la prise de risque excessive :

- exiger des banques qui s'engagent dans des activités à haut risque d'augmenter considérablement leur capital et de payer des primes pour garantir les dépôts ;
- limiter l'effet de levier et imposer des restrictions sur les produits risqués ;
- dès qu'une institution bénéficie des avantages d'une banque de dépôt – dont les garanties de l'Etat –, limiter sa capacité à prendre des risques.

Le processus de démantèlement risque d'être lent et de se heurter à une résistance politique. Même en cas d'accord de principe pour limiter la dimension des banques géantes, de nombreuses difficultés et faiblesses demeureront. C'est pourquoi il faut attaquer sur trois points :

- diviser en plusieurs morceaux des institutions trop-grandes-pour-faire-faillite ;
- restreindre énergiquement les activités autorisées à toute grande institution restante ;
- calibrer la garantie des dépôts et les règles d'adéquation des fonds propres pour 'égaliser le terrain de jeu' (*to compete on a level playing field*). Les institutions qui imposent de plus gros risques à la société

doivent avoir davantage de capital et payer plus cher la garantie des dépôts⁸.

En particulier, il faut

- interdire des structures d'incitation du personnel qui encourage la prise de risque inconsidéré ;
- forcer les banques 'trop-grandes-pour-faire-faillite' à revenir au métier fastidieux et médiocre de la banque traditionnelle ;
- donner aux organismes de contrôle la capacité, la compétence et l'autorité pour faire respecter des règles plus strictes ;
- empêcher les effets en cascade par la faillite d'une société en raison des entrelacs entre sociétés (comme Bear Stearns). Les sociétés financières trop entremêlées ont le même avantage compétitif que celles qui sont 'trop-grandes-etc'.

Puisque les dérivés peuvent vraiment être utiles pour gérer les risques, il ne faut pas les interdire, mais il faut les réglementer. Il doit y avoir transparence totale, concurrence effective, une marge suffisante de garantie que les parieurs pourront s'acquitter de leurs obligations, et il ne faut pas laisser les dérivés mettre en danger l'ensemble du système financier.

Il y a une réglementation publique de la sécurité alimentaire et une réglementation publique des médicaments. Les institutions financières ont réussi à repousser les efforts des organisations de défense des consommateurs pour mieux réglementer leurs activités. Il faut maintenant une commission de sécurité des produits financiers. L'une de ses tâches serait d'identifier les produits qui sont assez sûrs pour être détenus par de simples particuliers, et dans quelles conditions.

13. ÉCHEC DE LA RÉACTION MONDIALE

Même sur une planète mondialisée, la politique se fait au niveau national. Chaque pays pèse les avantages et les coûts de ses décisions indépendamment des effets qu'elles ont sur le reste du monde. Quand il s'agit d'une dépense de stimulation, les avantages sont une croissance de l'emploi et du PIB, et les coûts un alourdissement de la dette et du déficit budgétaire. Pour les petites

8. il n'est pas raisonnable d'obliger les banques qui ont réellement fait leur travail de banque à payer les coûts de pertes des banques 'trop-grandes-pour-faire-faillite'

économies, une bonne partie de cet argent supplémentaire sort des frontières : il sert à l'achat de produits importés ; mais même pour les grands pays, une part substantielle de l'argent dépensé 'déborde' chez les autres. Autrement dit, le 'multiplicateur mondial' – l'augmentation de la production de l'économie mondiale par dollar dépensé – est très supérieur au 'multiplicateur national'.

Chaque pays a une incitation à organiser sa stimulation de façon à en capter le plus possible les avantages pour lui-même. Tous vont chercher les types de dépenses qui provoqueront le moins de 'fuites' vers l'étranger. De nombreux pays vont intégrer à leur plan des dispositions protectionnistes pour encourager les dépenses sur le territoire national (voir le 'Buy American'). Par ailleurs, la plupart d'entre eux chercheront à soutenir leur économie par des subventions, souvent illicites. En 2006, 27000 cultivateurs américains de coton se sont partagés 2,4 milliards de dollars dans le cadre d'un programme qui violait le droit commercial international et nuisait à des millions d'agriculteurs pauvres d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Inde, tout en interdisant aux pays en développement de soutenir leurs industries naissantes. Les exemples de ce genre sont très nombreux.

L'Amérique n'a cessé de faire la leçon aux autres, de les sommer d'assumer leurs responsabilités ; en l'occurrence, elle n'assumait pas les siennes à leur égard – ni pour leur avoir imposé les règles qui avaient tant facilité la contagion du mal américain, ni pour avoir pris des mesures protectionnistes, ni pour avoir, au départ plongé le monde dans le chaos. L'Amérique qui peut s'offrir, au contraire des pays pauvres, les centaines de milliards nécessaires pour déblayer les décombres, compte parmi les plus avares des pays industrialisés avancés en matière d'assistance : en % du revenu national elle verse moins du quart de l'aide des pays d'Europe (0,18% du PIB, contre 0,82 pour le Danemark, 0,8% pour les Pays-Bas et 0,99% pour la Suède).

La question s'est posée de savoir ce qui était le plus important : une stimulation coordonnée au niveau mondial ou une réglementation coordonnée au niveau mondial ? La réponse est évidente : il faut les deux. Si la réglementation n'est pas partout, il y aura 'évasion réglementaire'. L'insuffisance de réglementation dans un pays crée des externalités négatives dans les autres. Sans échange d'informations régulier et complet, les autorités fiscales ne savent pas ce qui échappe à leur filet. Pour les pays en développement, il y a un

problème encore plus important : la corruption, souvent facilitée par les pays industriels.

14. QUELQUES RÉFLEXIONS À TITRE DE CONCLUSION

Une lecture naïve d'Adam Smith a pu donner l'impression qu'il avait affranchi les acteurs du marché de l'obligation de réfléchir aux problèmes éthiques. Si la recherche de son intérêt personnel conduit, comme par une main invisible, au bien-être de la société, tout ce que nous avons à faire c'est d'être sûrs d'agir dans notre propre intérêt.

En pratique, le modèle de l'individualisme américain a fonctionné d'une façon assez curieuse : les gens s'attribuent le mérite des succès mais ne se sentent pas responsables des échecs, ni des coûts imposés aux autres. Quand il y avait les mégaprofits 'comptables', les banquiers s'en attribuaient le mérite ; quand il y a eu les mégapertes 'réelles', elles résultaient de forces échappant à leur contrôle et devaient être assumées par la société. Si les bénéfices sociaux étaient proportionnels aux profits privés, les mégarémunérations gagnées dans la finance reflèteraient des mégaprogrès de productivité sociale, ce qui est loin d'être le cas. Au contraire, l'inlassable quête de profits et l'exaltation de l'intérêt personnel n'ont pas créé la prospérité espérée, elles ont contribué à créer le déficit moral. Sur les marchés financiers d'aujourd'hui, pratiquement tout le monde clame son innocence. Il y avait de l'individualisme ; mais aucune responsabilité individuelle. À terme, une société ne peut fonctionner correctement si les gens n'assument pas la responsabilité des conséquences de leurs actes.

Cette crise a révélé des fissures dans notre société. L'individualisme associé au matérialisme débridé a miné la confiance. Même dans une économie de marché, la confiance est l'huile qui fait fonctionner les rouages de la société. Il y a de bonnes raisons à ce manque de confiance : les intérêts sont contradictoires. On est frappé de constater que de nombreux professionnels du secteur financier semblent n'avoir eu aucune conscience de ces conflits d'intérêts potentiels. Cela transformera profondément la façon dont nous nous traitons les uns les autres, entravera nos relations, modifiera notre pensée sur nous et les autres. L'influence politique des intérêts particuliers (industries de l'armement, firmes pharmaceutiques, secteur financier, pétrole et charbon) déter-

mine la politique économique et sociale américaine. Leur influence politique rend pratiquement impossible toute action publique rationnelle.

Nous avons laissé les marchés modeler aveuglément notre économie, et, ce faisant, ils ont aussi contribué à nous modeler, nous et notre société. Le marché a changé nos modes de pensée et déformé nos valeurs. Face à des problèmes aussi omniprésents et permanents, on ne peut tirer qu'une conclusion : ils sont systémiques. Avec ses fortes rémunérations et son obsession du profit, la finance attire peut-être plus que sa part de personnages éthiquement faibles, mais l'universalité du problème indique qu'il y a des vices fondamentaux dans le système.

Penser à long terme signifie avoir une vision. Aujourd'hui nous avons structuré les marchés selon les modalités qui encouragent l'orientation diamétralement opposée, et nous avons dissuadé l'Etat de combler le vide. Les arguments pour que l'Etat pense à long terme sont encore plus forts – même si les incitations à penser court sont aussi puissantes, voire plus, pour les politiques que pour les chefs d'entreprises.

Les caractères du mot chinois qui veut dire crise signifient 'danger' et 'bonne occasion'. Nous avons vu le danger. Saisirons-nous l'occasion de retrouver l'équilibre entre le marché et l'Etat, entre l'individuel et le collectif, entre l'homme et la nature, entre les moyens et les fins ?

JACQUES SOENENS
*Ancien Chef d'Unité
à la Commission européenne
(jacques@soenens.net)*

2. L'âge de l'empathie.

Leçons de la nature pour une société solidaire

Frans de Waal

1 vol. de 391 pages – (22 × 15 cm) – Broché – Paris, Les Liens qui Libèrent
2009 – 22,5€ – ISBN : 978-2-918597-07-0.

On associe trop facilement la théorie de l'évolution darwinienne avec l'idée d'une lutte violente par laquelle les forts écraseraient les faibles dans leur course à la survie. Cette association d'idées a été faite très tôt dans le darwinisme social, mais elle subsiste encore aujourd'hui comme soubassement à la philosophie de certaines entreprises. Celles-ci sont très heureuses de trouver dans les enseignements de la biologie, ou du moins dans ce qu'elles croient en comprendre, une justification de leur pratique d'élimination des cadres les moins rentables. L'homme au terme de son évolution biologique serait-il cet animal naturellement conditionné à écraser tout ce qui se trouve sur le chemin de sa propre survie et de ses désirs égoïstes de réussite ? Le primatologue Frans de Waal, bien connu par ses remarquables ouvrages (*Le singe en nous*, Fayard 2006, *Primates et philosophes*, 2008,...) nous ouvre à une autre lecture de l'évolution qui coupe l'herbe sous les pieds aux tenants de ces positions économiques.

En se basant sur ses observations de terrain sur les populations de chimpanzés, bonobos, singes capucins mais aussi de baleines, de dauphins et d'éléphants, il met en évidence que de nombreux animaux prennent soin les uns des autres, s'entraident, en viennent parfois à sauver la vie de leurs congénères, bref, qu'ils témoignent d'une forme d'empathie. « Alors ne croyez pas, dit-il, ceux qui vous disent que, puisque la nature se fonde sur la lutte pour la vie, nous devons nous étripier. Beaucoup d'animaux survivent non pas en s'éliminant les uns les autres, mais en coopérant et en partageant. On en voit la preuve flagrante chez ceux qui chassent en bandes comme les loups ou les orques, mais aussi chez nos plus proches parents les primates. Dans une étude conduite au Parc national Taï, en Côte-d'Ivoire, des chimpanzés ont pris soin de membres du groupe attaqués par des léopards. Ils ont léché le sang de leurs compagnons et nettoyé leurs plaies avec soins en écartant les mouches. Ils ont protégé les blessés et ralenti l'allure pour leur permettre de les suivre. Ce comportement va de soi si l'on considère que les chimpanzés ont une raison de vivre en groupe, de la même façon que les loups et les hommes sont des ani-

maux sociaux. Si l'homme est un loup pour l'homme, il l'est dans tous les sens du terme, pas seulement dans le sens négatif. Nous ne serions pas là si nos ancêtres avaient vécu en solitaires » (p.19) en s'étripant constamment ! Et le primatologue de lancer alors cet avertissement : « Il nous faut réviser nos hypothèses sur la nature humaine » et sur les conclusions hâtives que certains en ont tiré pour justifier leurs comportements politiques, économiques ou financiers brutaux. « Trop d'économistes et de responsables politiques modèlent la société humaine sur la lutte permanente qu'ils croient exister dans la nature. Or ces allégations sont le fruit de leurs projections. »

Au fil de ce livre passionnant, émaillé d'histoires et d'anecdotes aussi étonnantes que touchantes, le lecteur découvrira petit à petit un regard original sur les fondements « naturels » d'une société plus solidaire, refusant la cupidité comme son seul moteur parce qu'elle mine et détruit sa réalité profonde. Évoquant la « main invisible » que propose Adam Smith, Frans de Waal, nous dit que « La société dépend en effet d'une seconde main invisible, celle qui se tend vers autrui. Une autre force sous-tend nos transactions mutuelles : le sentiments qu'un être humain ne peut pas être indifférent à un autre si nous voulons construire une communauté au vrai sens du terme » (p.323).

Ce livre très bien écrit, comptera certainement comme une référence incontournable pour une réflexion sur les liens entre biologie et société qui, profondément ancrée dans le terrain scientifique prend résolument ses distances avec les interprétations économiques et politiques du darwinisme social.

DOMINIQUE LAMBERT
dominique.lambert@fundp.ac.be

3. Haro sur la compétition

Hugues Bersini

Un vol. de 208 pages – (14,0 × 21,5) – Broché – 28€ – PUF, 2010

ISBN 978-2-13-058293-9

Sans doute, les sciences et leurs acteurs ont-ils eu à de nombreuses époques une ambition ou une prétention à aider nos sociétés à vivre. Les

champs de l'épistémologie et ceux de l'éthique et de la pragmatique sont touchés par une telle démarche dans la mesure où la réflexion du scientifique entend au moins contribuer à indiquer où devraient se situer les normes essentielles à adopter. Quelquefois elle conduit certains – probablement naïfs – jusqu'à penser que le pouvoir serait utilement confié aux savants. On sait que la Biologie en particulier a nourri, plus que d'autres disciplines, ce genre de réflexions, d'analyses et de projections sociopolitiques et philosophiques. Les raisons en sont multiples et assez évidentes ; on peut dire que le coup d'envoi le plus marquant de ce mouvement fut donné par Darwin dont la vision « sélectionniste » a changé la perception de la relation de l'homme au monde, son passé et son avenir ; les débats passionnés qui s'en sont suivis ne sont pas près de s'éteindre si on en juge par l'écho que reçoit par exemple le dernier ouvrage de C. de Duve (discuté dans un N° récent de cette revue). La cybernétique, l'informatique ainsi que la psychologie ont aussi grandement contribué à interroger et parfois à éclairer des déterminismes auxquels notre nature serait soumise. Parmi ces comportements, celui qui fait l'objet du présent essai de Hugues Bersini, est la compétition ; l'auteur y démonte avec soin les rouages de ce trait biologique littéralement mis au cœur du système vivant depuis Darwin et remet en cause son caractère d'inévitabilité supposée dans le cas de notre espèce. La thèse est importante, éminemment sympathique – en quelque sorte « morale » – et son traitement est remarquable. Les qualifications de l'auteur, ingénieur physicien à la tête d'un département d'intelligence artificielle, mais aussi frotté aux principes de l'économie par le fait de son enseignement largement orienté vers les étudiants d'une célèbre « business school » en Belgique, et enfin participant actif à une réflexion interdisciplinaire sur les questions d'évolution mais aussi auteur de divers ouvrages et publications sur la nouvelle biologie des systèmes et réseaux, la vie artificielle,... le rendent particulièrement habilité à débrouiller sa thèse pour le lecteur, selon ces divers éclairages qu'on retrouve dans le découpage des chapitres du livre.

Après une belle préface d'Axel Kahn, lui-même biologiste généticien, auteur d'un ouvrage récent sur la question du comportement et du bien et du mal, H. Bersini introduit le panorama général qui alimente sa réflexion : notre société imprime avec force et ce, dès le plus jeune âge, la conception selon laquelle il s'agit d'être guerrier, gagnant, bien « ranké » dans l'échelle ou la pyramide du succès à tout prix. Le dilemme du prisonnier (sur lequel il

reviendra) n'a-t-il qu'une seule issue possible, la pire, qui consiste égoïstement « à ne pas jouer le jeu » c'est-à-dire à choisir au dépens des autres la « défection » ou trahison? Bersini précise pourquoi et comment il abordera la question: « Car j'ai le privilège de... faire tourner ...des modèles informatiques, au comportement parfois surprenant, parfois inquiétant, ...programmes que biologistes, sociologues, économistes développent et exploitent ... (et) ... la compétition m'est apparue comme méritant quelques éclairages nouveaux, quelques remises en question profitables ... ». La démarche de l'auteur vise donc explicitement à faire profiter la quête du bien-être par la société humaine du regard d'un scientifique. Le chapitre 2 est encore une introduction, ciblée cette fois sur la théorie des jeux à laquelle il fera appel à maintes reprises dans le corps de l'ouvrage ; sa lecture est rendue aisée et passionnante à la fois. Viennent ensuite, les trois grandes parties correspondant aux trois axes d'analyse adoptés par Bersini : la biologie, l'économie et la psychologie. Un chapitre de conclusion « Tous sur des starting-blocks » clôture le livre.

On ne saurait ici rendre compte de la richesse du travail, tant dans la variété des exemples illustrant le propos que la profondeur des analyses où l'auteur, en professeur chevronné et passionné, nous invite à le suivre en nous tenant par la main et nous « obligeant » en quelque sorte à comprendre. La biologie nous apprend dit-il qu'en fait, la vision de la lutte pour la vie, la sélection des plus aptes, la compétition ne sont pas *seules* à régler le jeu. Au passage il stigmatise l'erreur commune qui est de prendre la métaphore de « gène égoïste » de Dawkins au pied de la lettre et d'en conclure que – dès lors que nous « serions » nos gènes – l'égoïsme du comportement humain serait fatal. Au contraire écrit Bersini (p.47): « ... la nature recèle (nombre) de stratégies coopératives de type mutualiste ou fondées sur la 'division du travail' ». Huxley, Maynard-Smith, de Waal, Chomsky et de nombreux penseurs sont convoqués par Bersini (on est étonné que les idées de Konrad Lorenz sur les interprétations naturalistes de l'agressivité humaine intra spécifique ne soient pas évoquées). Le tableau est foisonnant et, il ne saurait en être autrement, certains aspects peuvent en être controversés (de chauds débats persistent p.ex. sur la question de la sélection de groupe ou population). On retiendra que l'évolution biologique aurait, selon Bersini, « intérêt » à ne pas sélectionner de façon darwinienne les seuls « meilleurs ». La variation est une condition *sine qua non* de la possibilité d'évolution et cette coexistence de cohabitants aux aptitudes diverses, éventuellement assortie d'entraide entre eux plutôt que de

lutte, sert *in fine* la survie d'une descendance. Il affirme « ... compétition et coopération font souvent bon ménage... la rivalité entre les groupes contribue à favoriser l'esprit de corps à l'intérieur de chacun » (p.71). Curieusement de Duve, partant du même constat, renverse en quelque sorte la perspective puisqu'il dit (RQS 181-2 , page 144) « ..., l'égoïsme de groupe (source de l'entraide intragroupe) s'accompagnait nécessairement d'agressivité et d'hostilité à l'égard des autres groupes concurrents. ... Donc nous sommes une espèce guerrière... ». Tous deux sont d'accord pour dire qu'agressivité et entraide sont les deux faces d'une même médaille, mais leur conclusion est pour l'un optimiste, pour l'autre pessimiste.

La théorie des jeux ainsi que les expérimentations qui en découlèrent de la part des sciences humaines et de l'économie (jeu de l'ultimatum, jeu du bien public,...) se retrouvent dans le chapitre traitant de l'économie. *L'Homo oeconomicus* devrait être *sapiens* et rationnel ... et donc ouvert au partage. Bersini nous explique pourquoi il peut l'être, pourquoi il ne l'est pas, pourquoi il le devrait. L'argumentation est étayée de nombreux exemples. L'explication de l'inefficacité et de l'inégalité dominantes dans le système que nous connaissons est probante et l'auteur nous amène à comprendre pourquoi la société connaît « Le Triomphe de la cupidité », selon le titre fort de l'ouvrage de Stiglitz, prix Nobel d'économie. Le conflit entre une conception d'un système où il y aurait une régulation centrale versus un système décentralisé, du dirigisme versus libéralisme en économie est loin d'être apaisé ; l'informaticien, le biologiste, le philosophe interviennent auprès de l'économiste. Bersini nous mène dans ce débat à plusieurs voix avec maestria. Bien qu'on en sorte convaincu que le jeu est plus ouvert qu'il n'y paraît *a priori* et que d'autres solutions existent que celles qui semblent s'imposer de fait aujourd'hui, et qui sont critiquables et critiquées, il reste que bien des facteurs puissants « plaident en faveur de la compétition » (p.127). On peut le regretter. Et si « l'économie serait bien inspirée de ne pas oublier certaines leçons » que tire Bersini de son examen panoramique de la question, le lecteur ne peut s'empêcher de penser que l'économie n'est pas un être de sens, seulement un grand monstre qui conduit plus qu'il n'est conduit, n'écoulant aucune leçon. On peut écrire, comme Jospin, « Le Monde comme je le crois », mais comment mettre en place – par le seul jeu démocratique – l'instance décisionnelle « bonne » pour le monde? N'est-ce pas du « wishful thinking » ?

Le chapitre sur la psychologie est à nouveau plus biologique, sans être moléculaire ni écologique mais à la frange de la neurobiologie, de l'éthologie et du terme à racine commune, l'éthique. La place de l'« autre » dans la construction de l'homme neuronique est au cœur de théories défendues notamment par Changeux et que l'auteur replace bien dans le contexte de sa problématique : « Nous créons, positionnons, solidifions le lieu cérébral de nos ego au cours d'échanges qui ne s'exécutent et ne s'expliquent que par la distanciation du moi, à contre-courant de tous ces autres, qui nous ressemblent tant pourtant. Le « moi » émerge à l'issue de multiples rencontres de « toi » et de multiples positionnements et de repositionnements au cours de ces rencontres » (p.149). Identité, solidarité, ego, compétition, coopération, différence, guerre... se retrouvent à de nombreuses pages du chapitre. Des paragraphes très pénétrants sont consacrés à l'organisation des sports et à certaines conséquences perverses qui en résultent. L'auteur veut défendre à nouveau l'idée qu'il y a des raisons d'échapper à la seule option de compétition au profit de l'alternative « coopération » aussi efficace et, selon lui, aussi « naturelle ». Il se démarque clairement d'autres penseurs défaitistes (tels A. Kahn lui-même) qui voient dans la faculté qu'a l'homme de se représenter autrui, la source du mal... (c'est) « le propre de l'homme dans sa version sale » (p.162). Bersini dit « non ! », une fois encore, parce que l'homme disposerait de deux intelligences « la première d'origine animale, instinctive, l'autre cognitive » ; on songe au « Janus » d'Arthur Koestler. Il termine par la question de l'émotion qui est bien présente dans la vie (et parfois antérieure à nos raisonnements justificatifs de certaines actions !) mais qu'il replace dans un cadre scientifique et dont il affirme qu'elle n'entache pas d'irrationalité notre fonctionnement cognitif (p.167). Bersini tient à l'idée que si nous collaborons c'est « non pas pour le bien (vécu émotif) que cela nous procure, mais car cela permet une meilleure adaptation dans les contextes que nous partageons avec d'autres » (p.169). Les deux derniers paragraphes traitent sans surprise de l'éducation, dans le système scolaire et dans le système familial. L'appel est par endroits vibrant. Il rappelle des intuitions bien connues: les écoles Montessori p.ex. défendent depuis longtemps l'idée que l'enfant apprend mieux dans un contexte où c'est la coopération plutôt que la compétition entre élèves qui est promue. C'est encore par l'éducation et le message à transmettre aux enfants que Hugues Bersini termine son chapitre de conclusion : « Ne cherchons pas à en faire de vils guerriers car c'est eux qui, plus tard, devront s'ingénier à la découverte de mécanismes d'ajustements sociaux non compétitifs... »

En refermant le livre, on ne peut que se sentir méditatif. Bersini propose que l'homme change son cap. Outre la nécessité, la nature, la logique, ... beaucoup concourt à ce mouvement. La réflexion où il nous a entraîné stimule et encourage et cela est bienvenu dans une société où le désenchantement laisse de profondes marques.

En tirant argument notamment de la nature et de la science pour affirmer que davantage de coopération et moins d'égoïsme sont décidément possibles, l'auteur veut étayer une thèse salvatrice pour l'avenir de l'homme. Le philosophe, que je ne suis pas, pourra ou devra s'interroger sur la raison que *l'individu* aurait de se préoccuper de l'avenir lointain, de sa descendance, des réserves d'énergie... : pourquoi, en vertu de quelle rationalité se soucier de ce qui ne nous touche pas ? Le biologiste (que je suis) ne voit pas que l'égoïsme, utile, puisse céder, *naturellement* le pas à l'altruisme, objectivement inutile à l'individu. C'est essentiellement le point de vue d'un de Duve, mais d'autres opinions se font jour et on sera intéressé de consulter Kourilsky pour lequel l'altruisme (non la générosité) est un devoir ou encore Frans de Waal qui titre son dernier ouvrage « l'Age de l'empathie » ou encore de revisiter la réflexion morale d'un Axel Kahn.

On l'a déjà dit, nous voudrions que la thèse de Bersini prévale, mais il n'est pas sûr que ce soit le scientifique, aussi bien intentionné soit-il, qui puisse « impressionner » l'ambiance culturelle au point d'entraîner un changement comportemental global. Il n'est pas sûr non plus que la science, en soi, ait quelque chose à dire sur ce que doit être un « bon » comportement. Si une trace archétypale découverte par la science indiquait que l'altruisme est « naturel » (comme Frans de Waal le défend)... est-il « bon » pour autant et doit-on pour cela se convaincre qu'il faille l'adopter ? Nous en sommes toujours à nous demander pourquoi il y a des choses « qu'un type bien ne fait pas », pour paraphraser le titre du dernier ouvrage de Axel Khan... Les religions avaient imposé leur réponse, la science ne devrait pas y parvenir, nous semble-t-il. Il nous reste alors à éduquer, avec détermination et même obstination désespérée, parce que nous pensons – sans véritable justificatif extrinsèque – que cela doit se faire et que cela est bon.

Merci à Bersini de nous avoir rafraîchi et instruit et aussi inquiété, de cette inquiétude qui stimule la réflexion. Son livre devrait rencontrer un beau succès et nous lui souhaitons de connaître rééditions et nombreuses mises à

jour. Si c'était le cas, il y aurait lieu de nettoyer le texte de nombreuses coquilles, anglicismes, fautes d'accord et autres « infélicités » que nous avons notées dans notre exemplaire (à la disposition de l'éditeur) ; n'en citons qu'une qui nous a fait sourire : « blanc sein » à la page 74, ligne 5 au lieu de « blanc seing ».

JEAN VANDENHAUTE
jean.vandenhoute@fundp.ac.be

4. « Le temps de l'altruisme »

Préface d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie

Philippe Kourilsky

1 vol. de 212p. (14,5x22) – Odile Jacob (2010) – 21,9 €
ISBN 978-2-7381-2361-9

Philippe Kourilsky est une figure en vue du monde scientifique français. Qu'il suffise de mentionner que ce polytechnicien de formation qui, assez curieusement, s'est tourné vers la biologie dès sa sortie de « X », a connu une carrière à succès aussi bien dans l'exercice de la recherche fondamentale et appliquée que dans la conduite des affaires de la science. Il fut en effet de 2000 à 2005 à la tête de l'Institut Pasteur qu'il tenta d'engager dans des réformes importantes, directeur scientifique de Pasteur-Mérieux, il eut l'oreille des autorités politiques sur diverses questions telles que le rayonnement international de la France en matière de santé et de prévention des pandémies, le principe de précaution etc., il a créé l'Institut de recherche à Singapour, mais il est aussi professeur au Collège de France, membre de l'Académie des Sciences et enfin, auteur de plusieurs ouvrages grand public dont celui-ci est le dernier-né.

Kourilsky dans « Le temps de l'altruisme » se projette sans apparente hésitation hors des limites de sa compétence scientifique, à l'instar d'illustres prédécesseurs tel un autre biologiste qui l'a précédé comme directeur de Pasteur, Jacques Monod. Son propos est d'une autre nature, moins philosophique, moins pessimiste aussi que celui de Monod, puisque Kourilsky avec « Le temps de l'altruisme » défend une thèse éthique et propose une *praxis* à l'usage du monde. Comme le dit dans une préface louangeuse Amartya Sen, Nobel

d'économie, « ...Kourilsky démontre (c'est nous qui soulignons) combien l'idée de responsabilité est proche d'une compréhension du monde ...(et) l'inévitable dépendance des questions éthiques vis-à-vis d'une meilleure compréhension du monde... ». A. Sen poursuit en disant : « ... Kourilsky nous propose ... (une) réflexion sur la façon dont nous pouvons rendre plus viable le monde... ». La « responsabilisation civilisatrice », selon les termes de Sen, que Kourilsky affirme s'adresse en premier à la communauté scientifique, mais aussi à nous tous, êtres de raison qui, du moins l'auteur le croit, sommes à ce titre sensibles à l'argument rationnel qui devrait nous « convertir » à sa thèse.

Le livre se divise en 3 parts, dont les titres, au moins pour les deux derniers, sont, en vertu de ce qui vient d'être dit, très logiquement : Part 1. Sur la nature du réel, Part 2. Sur la responsabilité des hommes, Part 3. De la théorie à la pratique.

La première partie, concerne « la réalité » et il y sera donc question de son appréhension principalement par la voie scientifique. Kourilsky, en connaisseur qu'il en est, dissèque les modes et attributs de la science les plus pertinents pour son propos, en particulier ses pratiques « sociales », chemin obligé du consensus qu'il identifie au processus essentiel de la validation scientifique : la « vérité » doit être reconnue et approuvée. Au passage, il va traiter des objets de la quête scientifique (chap.1) et développer dans les chapitres 2 et 3 l'idée que les objets de science ne sont pas différents des objets ordinaires, si bien que les uns et les autres sont justiciables d'une même procédure rationnelle dont il exclut l'intuition (on y reviendra). Il soutient ensuite longuement que cette appropriation de la réalité, dont il n'est pas indispensable qu'elle soit totale ou holiste, permettra « d'en tirer des meilleures règles pour de meilleures actions » (p. 83). Le quatrième et dernier chapitre de cette première partie, « Synopsis », après avoir résumé certains points jugés importants de la démarche que l'auteur préconise, et notamment le passage d'une analyse personnelle et individuelle des savoirs à la phase de dialogue « seul (capable) de bâtir ou non du consensus », termine par un paragraphe où il est dit : « ... (à propos) des objets de science ou d'objets ordinaires, le plus important n'est pas de produire des vérités *absolues* . Ce que d'ailleurs la science ne fait pas. (...) L'essentiel réside dans la méthode et dans les processus qu'elle met en jeu. » (p.84). On ne peut qu'être d'accord avec ces deux sentences finales mais on a le sentiment que cette distinction entre objets ordinaires et de science

n'est ni captivante, ni « relevante ». Du reste l'auteur nous dit qu'il n'y a pas de différence entre ces objets, ce que, me semble-t-il, nous croyions généralement déjà savoir. Quant au propos sur la vérité scientifique, non absolue, et sur la méthode, ne rejoint-il pas l'inspiration du poète ou du philosophe autant que celle de l'homme de bon sens ? C'est Hugo qui écrivait : « Le relatif est dans la science ; le définitif est dans l'art. » tandis que Nietzsche affirmait : « L'essentiel ce sont les méthodes... et la méthode est ce que l'on découvre en dernier lieu ». Au terme de cette première partie le lecteur se sentira, comme l'auteur de ces lignes, ébloui certes par l'effort que Kourilsky fait pour forcer sa réflexion et son écriture – un peu comme le ferait le polytechnicien qu'il fut, travaillant dans les limites d'une épure – dans un cadre qu'il s'impose : la raison et la science. L'approche de la connaissance du réel selon cette voie, avec toutes les particularités dont elle est assortie – l'auteur cite les grilles d'analyse, les généralisations comme condition de la communication, la modélisation, les réseaux d'interaction à élaborer, etc. – aurait la vertu d'être, si on le suit bien, le ferment pour une prise de conscience et une sorte d'identification rationnelle de ce qu'il faut comprendre et savoir, préalable pour créer une *praxis* renouvelée, altruiste, qu'il abordera plus loin : « la raison fournit l'analyse de la réalité et conduirait au devoir d'éthique ». Il ajoute toutefois plus loin : « Ceci n'exclut pas d'autres mécanismes d'appropriation de la réalité ; par l'intuition, l'imagination, l'affect ou l'inconscient. Cependant, (c'est nous qui soulignons) la contrainte de rationalité inscrite dans notre approche est ce grâce à quoi nous pouvons frayer accès à des pans de réalité qui échappent à notre intuition ». Kourilsky confine l'intuition hors de l'approche par la science, mais cette dichotomie qu'il établit entre la catégorie scientifique et rationnelle et celle de l'intuition est-elle philosophiquement pertinente ? Malgré le brio qu'on reconnaît à l'auteur, son long détour, bardé de raisonnements et supposé de stricte rigueur, ajoute-t-il au sens commun et, précisément, à l'intuition ? On peut du reste se demander si l'auteur lui-même, comme nous le sommes tous, n'a pas été animé par une intuition qu'il mue ensuite dans un mouvement intellectuel et qu'il s'emploie à rationaliser. C'est en tout cas le sentiment qu'on a en lisant cette première partie de son ouvrage, sentiment qui renaît à bien des pages de la dernière partie où il prêche pour un « libéralisme altruiste ». Le livre avec ses déploiements rationnels n'est-il pas une espèce de construction destinée à loger une conviction préexistante ? Cette conviction omniprésente du livre et qu'affirme le titre, n'a-t-elle pas été fondée en réalité davantage sur l'affect, certes relayé par la raison ? On sait que l'au-

teur a fait l'expérience du tiers monde et des terribles problèmes de santé et d'hygiène qu'il y a rencontrés, expérience de l'inégalité bien suffisante en soi pour une prise de conscience de la « réalité » en même temps que de la nécessité éthique qui lui est corollaire. Il craint dit-il, et la crainte est un adjuvant de la réflexion, que «...(les) problèmes liés à la mondialisation ... seront résolus dans des jeux de puissance où les plus faibles seront... broyés » sauf « si on voit... différemment » c'est-à-dire *en réalisant la réalité*, si on peut ainsi dire, puis en convoquant l'éthique comme « idéal régulateur » (p. 28). Kourilsky refuse, par principe nous semble-t-il, l'inéluctable condamnation à l'indifférence et à l'égoïsme dans les rapports humains. Il clame : « Les caractéristiques d'une prétendue *nature humaine* nous condamneraient-elles à l'égoïsme à perpétuité ? ... Je refuse de voir l'homme dans cette vision aussi statique » (c'est nous qui soulignons) (p.25). Il stigmatise l'égoïsme humain et en appelle à l'éthique comme outil pour prévenir la chute. Mais cette éthique à laquelle il s'imposerait de faire appel n'apparaît-elle pas chez Kourilsky de manière curieuse, comme un recours externe, un peu comme la grâce que la bonté de Dieu accorde au pécheur souffrant et qui, tombée du ciel, le sauve... ?

La deuxième partie de l'ouvrage nous parle de responsabilité. Les deux sentences de Simmel et de Habermas mises en exergue (p.85) illustrent bien l'orientation morale de ce qui va suivre : l'être social qu'est l'homme a des droits et, automatiquement aussi, des devoirs. Le corrélatif est « incontournable » pour Simmel, et, pour Habermas, l'individuel fait place à un nouveau centre de gravité : la reconnaissance unanime de normes dès lors universelles. La liberté individuelle est le droit irréductible dont, selon Kourilsky, découlent inmanquablement des obligations, ce qui banalement ne fait que rejoindre le dicton (qu'il rappelle lui-même) sur « la liberté des uns qui s'arrête là où commence celle des autres », à ceci près que Kourilsky introduit ici ce qu'il appelle un devoir : *le devoir d'altruisme* ! Dans les paragraphes qui suivent l'auteur entreprend de nous convaincre de cette obligation « que la raison impose intellectuellement à l'individu et que ce dernier s'impose à lui-même » (p. 109). Le fondement de cette obligation éthique, l'auteur y insiste beaucoup, est rationnel et l'attitude morale qui en découle serait radicalement différente de la générosité. Alors que le « don » attend souvent sa récompense ou sa reconnaissance, l'altruisme n'espère pas, souligne-t-il, de réciprocité. Même si

on accepte de rentrer dans cette distinction sémantique entre altruisme et générosité qui n'est pas celle de nos dictionnaires⁹, le lecteur non philosophe, tel que l'auteur de ces lignes, jugeant peut être mal de la cohérence argumentaire de ce que l'auteur tente au fil des pages de nous faire accepter comme *démontré*, demeure interloqué et sceptique sur la possibilité que la raison puisse fonder l'attention aux autres. En fait, on ne peut s'empêcher de trouver que les bases d'une « théorie de la responsabilité individuelle », comme le prétend le titre à la p. 110, paraîtront réminiscentes à plus d'un des arguments évangéliques. Quand l'auteur nous dit p.110 « *Plus mes libertés sont abondantes, plus mon devoir d'altruisme est élevé* » (c'est l'auteur qui souligne) on n'est pas loin de la parabole des talents. Selon Kourilsky, cet altruisme devrait s'étendre même intergénérationnellement, toujours en vertu de la théorie rationnelle qu'il nous a développée puisque, écrit-il de façon pour nous assez elliptique, « la dimension temps est prise en compte dans toutes les analyses ». Disons que, bien entendu, le mouvement et même l'espèce d'élan qui traverse cet ouvrage sera sans doute jugé par le lecteur, comme par nous, éminemment sympathique ou « empathique » selon le titre d'un autre ouvrage de biologiste, Frans de Waal (voir ce même forum de la revue des Questions Scientifiques). Cependant, on demeure incrédule, non sur la « bénévolence » de l'exercice rationnel que fait Kourilsky en faveur d'un appel à la responsabilité individuelle mais sur la valeur de démonstration qu'il veut lui attribuer et certainement sur la possibilité réelle d'en obtenir une application utile « à l'échelle d'un groupe social, y compris au niveau d'une nation » (p.113) comme il l'annonce au chapitre 8 qui clôt la deuxième partie. L'analyse des conditions d'extrapolation, du saut d'échelle de l'individu jusqu'au niveau, *in fine*, mondial que fait l'auteur dans ce chapitre nous semble abstrait et, à tout dire, irréaliste. En appeler au « succès de l'entreprise scientifique ... qui par la liberté des échanges et critiques qu'implique sa démarche constitue un bel exemple de démocratie en matière intellectuelle » comme modèle de recherche du consensus social paraît décalé par rapport à ce qui, effectivement, au quotidien et dans la rue, détermine la politique ou gestion de la cité. La troisième partie de l'ouvrage censée donner les procédures de la mise en œuvre de sa « théorie » n'estomperont pas ce malaise.

9. Altruisme n.m. (du latin *alter*, autre). Disposition de caractère qui pousse à s'intéresser aux autres, à se montrer généreux et désintéressé (par oppos. à *égoïsme*) Le Petit Larousse Illustré.

Dans la troisième partie donc, Kourilsky analyse les conditions de la réussite de sa proposition et développe quelques aspects de la mise en œuvre aux plans économique, social, politique de ses idées ou de sa « théorie », comme il dit. Certaines pages rappellent celles de Bersini quand il nous parle de l'*Homo economicus* (voir dans ce même forum de la revue des Questions Scientifiques). Mais est-ce que toute la question ne sera pas toujours de savoir ce qui fait que le l'homme use de son libre arbitre pour le bien, le beau et le sage plutôt que pour sa jouissance, éventuellement au détriment de l'autre ?

Le lecteur de ce forum sera tenté d'appliquer à la problématique de Kourilsky la grille d'analyse que nous offre C. de Duve, largement introduit précédemment dans cette revue (RQS 181, 2, 2010, numéro spécial). Pour de Duve, la raison, « propre de l'homme », ne l'est que par le niveau que la conscience et la raison ont atteint dans notre espèce à la suite d'un long processus d'évolution par sélection des individus. Mais cette sélection des individus « intelligents », c'est-à-dire capables entre autres de maîtriser leur environnement – dont les congénères sont partie –, est d'autant plus efficace que la pression de sélection et donc aussi la compétition intraspécifique sont fortes. Le *side effect* immanquable d'une telle « course aux armements » ou pour reprendre la fameuse image de Lewis Carroll, cette course de la Reine Rouge, est l'agressivité et l'égoïsme toujours plus exacerbés des compétiteurs qui l'emportent. Comme l'explique de Duve, l'égoïsme s'étendant au groupe, loin d'arranger les choses, entraîne l'hostilité cette fois à l'échelle intergroupes, avec son lot de guerres et conflits de tous ordres. Mais en suivant de Duve on perçoit que l'égoïsme et l'altruisme de groupe peuvent être les deux faces d'une même médaille : l'égoïsme de groupe tirerait sa source évolutive première de l'attention « altruiste » à la progéniture à l'échelle de la famille nucléaire puis à celle de la parentèle et du clan, et l'hostilité extra-groupe qui accompagne la solidarité intra-groupe aurait ainsi, en dernière analyse, aussi ses racines dans ce même altruisme originel. Certains, comme Hamilton, ont défendu l'idée qu'il y avait une logique biologique ou évolutive pour un individu à favoriser la survie de certains, pourvu que ses propres gènes soient de la sorte garantis d'une plus grande diffusion¹⁰. Lorsque l'intérêt d'un individu s'efface au bénéfice de celui d'un autre, éventuellement jusqu'au sacrifice de sa propre vie, on est bien typiquement en face d'un acte d'altruisme (des traces de tels com-

10. Haldane déjà dans les années 30 a eu cet exemple fameux à propos de ce qu'on a appelé « kin altruism » en anglais : « I would lay down my life for two brothers or eight cousins ».

portements existent chez d'autres espèces que l'homme). On est étonné qu'avec le titre que Kourilsky donne à son livre il n'y soit pas fait référence à ces travaux qui donnent une assise (socio-)biologique à l'altruisme. Mais Kourilsky se cantonne dans une approche intellectuelle et moralisante, bien qu'il s'en défendrait sans doute, hors de la biologie et même, nous l'avons dit, hors du réel dont, cependant, il parle tant. 'Non impossibilité' de l'altruisme est son leitmotiv et la raison devrait suffire et forcer, selon lui, à s'y engager. Sans vouloir jouer les Cassandre et sans enlever à ce livre les mérites qu'il a – faire réfléchir à ce qui devrait davantage être réfléchi – on doit craindre que la conduite future de l'épopée humaine se fasse *as usual* avec les conséquences désastreuses que l'on a connues et celles plus cataclysmiques encore que prédisent des sages comme de Duve, Stiglitz et bien d'autres. L'analyse des raisons de ce décours de l'histoire est certes critique pour espérer répondre adéquatement aux dangers de l'avenir ; sans cette analyse critique il ne saurait y avoir d'antidote administré à notre monde. Kourilsky semble croire et veut de bonne foi nous faire croire que l'analyse intellectuelle des paramètres de la construction de cet ordre qu'il propose pourrait, par elle-même, transformer la société... On peut en douter. La mobilisation des masses par des Gengis Khan, Alexandre, Bonaparte ou Hitler en passant par Moïse, Staline, Mao, Churchill, Gandhi, Jesus et d'autres, qu'ils soient gourous, chefs de guerre, pontifes, grands timoniers, politiques voire prophètes et peut-être demain patrons de médias ... obéit à des ressorts, mal compris mais excellentement manipulés, qui ne sont pas ceux de la raison. L'adhésion, voire l'identification à un groupe identitaire et à son leader, accepté comme maître à penser et... à mourir, ne doit souvent rien à la réflexion et la délibération intellectuelle.

La sagesse, l'altruisme ou l'empathie, le respect, la générosité, la justice seront-ils un jour au rendez-vous de l'évolution de l'humanité... on doit le souhaiter et on sait gré aux auteurs que nous avons réunis dans ce forum de nous livrer, chacun de son point de vue, une réflexion enrichissante sur cette question. Sans doute l'interrogation sur le fondement de l'éthique et sur ce qui fait que tel homme « libre » opte ou non pour le bien plutôt que le mal, a-t-elle eu et aura-t-elle encore des réponses variées. Emmanuel Kant, quant à lui, après avoir plus qu'un autre investi le problème, nous livre sa pensée dans l'épithète qu'il fit graver sur sa tombe : "deux choses ne cessent de remplir

mon cœur d'admiration et de respect, plus ma pensée s'y attache et s'y applique : le ciel étoilé au-dessus de ma tête et la loi morale *en moi*"¹¹?

JEAN VANDENHAUTE
jean.vandenhoute@fundp.ac.be

5. Un type bien ne fait pas ça... Morale, éthique et itinéraire personnel »

Axel Kahn

1 vol. de 288 p – (40 x 225) – 19€ – NiL éditions, Paris, 2010
 ISBN 978-2-84111-435-1

Il n'est sans doute pas nécessaire de présenter Axel KAHN, docteur en médecine, clinicien hématologue puis chercheur, généticien connu et reconnu non seulement pour ses travaux scientifiques mais aussi et sans doute même plus pour le grand public, par ses prises de positions éthiques largement médiatisées sur certains sujets d'actualités conjoncturelles comme, par exemple, la procréation médicalement assistée et les grossesses post-ménopause proposées par un célèbre médecin italien ou les essais de clonages humains. Le Professeur Kahn est depuis décembre 2007, président de l'Université Paris-Descartes. Axel Kahn est né en 1944 d'un père demi juif et portera longtemps comme ses deux frères aînés, Jean-François (1938) et Olivier (1942-1999), le nom de jeune fille de leur mère, Ferriot.

Le livre dont il est question ici est largement autobiographique dans toutes ses composantes même si l'intention déclarée de l'auteur n'est pas de raconter sa vie (interview RTBF du 10/07/10). Le titre fait référence à ce qu'il nomme une injonction paternelle reçue à la suite d'un comportement envers un camarade de classe traité de «sale petit nègre». Il reçut à cette occasion le seul coup de ceinture jamais donné par son père qui lui dit «Tu le sais, Axel un petit garçon bien ne peut pas dire ça!». Kahn insiste sur l'influence majeure que son père a eue sur sa vie et ses choix tant politiques que professionnels depuis toujours marqués par une réflexion éthique sur ce qu'il considère comme juste. Une seconde injonction le marquera plus tard et de façon sans doute définitive même s'il avoue ne pas encore être certain de l'avoir bien

11. C'est nous qui surlignons.

comprise ; à cette époque il est déjà médecin et il apprend que son père s'est suicidé en se jetant du train dans lequel il a laissé une lettre à son intention. Il y lit que pour son père «il est le plus apte des trois fils à faire durement les choses nécessaires» et la deuxième injonction est : «Sois raisonnable et humain».

Le premier chapitre de l'ouvrage, largement biographique, tend à élucider pour lui-même et son lecteur l'origine de son attirance naturelle pour ce qu'il considère comme moral et éthique. Il y insiste déjà notamment sur son refus d'accepter le relativisme éthique tout comme le déterminisme lié inéluctablement aux gènes et à l'environnement. Il y reviendra plus tard et de façon plus développée au chapitre 5 intitulé : autonomie, liberté et déterminisme génétique. Il se présente comme un défenseur d'une éthique reposant sur une morale universelle. On apprend aussi que très tôt et durant 17 ans, il a été membre du PCF. Ce premier chapitre est subdivisé en divers éléments constitutifs de sa biographie familiale et personnelle selon la chronologie ou selon l'influence qu'il leur attribue dans son édification personnelle. Les chapitres suivants constituent, à la suite les uns des autres, un catalogue personnel des grands et moins grands problèmes éthiques ou moraux qui se présentent au médecin, au chercheur mais aussi à l'homme du XXI^e siècle. Ainsi, six chapitres sont consacrés à de grands thèmes généraux abordant la plupart des sujets interpellant l'éthicien mais aussi, à titres divers, tout un chacun. Tout honnête homme n'est-il pas un éthicien qui s'ignore? Plutôt que de réécrire la table des matières, nous nous contenterons d'épingler de façon tout à fait arbitraire un titre pour chacun de ces chapitres. Quelques différences par rapport aux positions admises en Belgique seront signalées à titre documentaire.

Le chapitre deux intitulé : Dignité, autonomie et liberté, aborde entre autres l'euthanasie vis-à-vis de laquelle il manifeste une opposition claire. Pour un lecteur Belge, pays où une loi datant de 2002 (la loi relative à l'euthanasie a été adoptée le 16 mai 2002 et est entrée en vigueur le 20 septembre 2002) dépénalise partiellement l'euthanasie, force est de constater que les arguments invoqués par l'auteur pour justifier son opposition sont assez semblables à ceux évoqués par les promoteurs de la loi, notamment le droit à mourir dans la dignité. A. Kahn argumente sur la dignité de la mort naturelle et refuse d'associer euthanasie et mort digne, tout comme les promoteurs de la loi réclamant le droit de mourir dans la dignité pour justifier le droit à l'euthanasie. Le chapitre trois traite de « l'intérêt, la morale et la loi ». Dans le

premier sujet abordé intitulé, « science, information et démocratie », l'auteur marque clairement son désaccord avec la position française de révision quinquennale des lois françaises de bioéthique, tout en faisant l'apologie du CCNE (Conseil Consultatif National d'Éthique dont il a été membre de 2002 à 2004) et de l'Agence de Biomédecine. Il faut savoir que toutes les missions du CCNE sont désormais inscrites dans la loi de bioéthique du 6 août 2004 (loi n° 2004-800) qui lui confère le statut d'autorité indépendante. Par comparaison, en Belgique il existe un Comité Consultatif de Bioéthique qui n'est que consultatif et qui donne des avis reflétant la disparité éventuelle des membres sans chercher à obtenir un consensus en son sein et qui n'a donc aucune autorité. En ce qui concerne la loi, A. Kahn se définit comme partisan d'une loi cadre qui désigne entre autres les agences chargées d'un rôle jurisprudentiel adapté aux évolutions parfois rapides et imprévisibles des nouvelles techniques, pratiques médicales et possibilités thérapeutiques. Une révision tous les 5 ans peut constituer un blocage ou un vide juridique ; par contre « *la discussion bioéthique avance au rythme des connaissances scientifiques et techniques engendrées par de nouveaux savoirs* » (p. 109), d'où l'anachronisme possible des adaptations de la loi. Le chapitre quatre porte un titre évocateur : « La procréation dans tous ses états ». Être dans tous ses états, évoque inmanquablement un état inquiet, agité, voire instable, et cela correspond effectivement aux questions abordées dans ce chapitre. Ces problèmes agitent le landernau politique, mais aussi scientifique, religieux ou philosophique. C'est le cas en particulier de l'homoparentalité, la gestation pour autrui, le clonage reproductif ou les bébés médicaments. Ainsi M. Kahn est opposé, comme la loi française de 1994, à la gestation pour autrui au nom de « *l'exploitation des femmes, la marchandisation des corps, l'atteinte à leur dignité* ». Il ne voit pas comment on pourrait accepter que la femme soit réduite à être un « *utérus sur pattes* ». Il s'agit d'un sujet vraiment d'actualité puisque le 7 mai 2010 le CCNE a rendu un avis favorable au maintien de l'interdiction, bien que certains membres aient refusé de signer l'avis. Il rappelle que les parents français qui ont eu recours à cette technique, à l'étranger obligatoirement, ont constaté à leur retour en France le refus de filiation par l'état français et le fait que leur enfant devenait un « sans papier ». Ici encore la situation est très différente en Belgique, comme elle l'est également en matière d'homoparentalité, ce qui explique que la grande majorité (>90%) des lesbiennes qui ont eu recours à une IAD (insémination artificielle par donneur) en 2007 et 2008 à Liège (en Belgique), est française. Au chapitre cinq, l'auteur aborde un thème majeur et très discuté tant sur le plan

scientifique que médical ou politique qui est celui de l' « autonomie, liberté et déterminisme génétique ». De nombreux aspects sont abordés essentiellement sous l'angle des risques encourus pour les individus face aux tenants de la vérité absolue et objective donnée par la génétique notamment au niveau du déterminisme qui stigmatise individu, classe sociale ou race. Il rappelle qu'avant l'émergence de la génétique moderne, une idéologie basée sur la biologie a mené au nazisme. Faut-il rappeler que l'auteur est lui-même généticien et a poursuivi de nombreuses recherches dans le domaine des maladies génétiques, leurs explications, leurs traitements et aussi les thérapies géniques ? Dans cet ouvrage, il s'attache, d'un point de vue éthique, à décrire longuement les problèmes et les dangers qui se posent déjà pour la société mais aussi pour l'individu isolé et qui ne feront que croître si la communauté ne se prémunit pas contre les dérives possibles liées à ce qu'il appelle « la contre-utopie sécuritaire ». « L'esprit, les neurosciences et l'éthique » constitue le thème du sixième chapitre. Ici aussi, l'auteur lance un avertissement sur les détournements possibles que peuvent comporter ou induire les connaissances nouvelles sur le cerveau et le développement des neurosciences et d'en déduire l'obligation de préserver les grands principes éthiques que sont : le respect de l'autonomie, la bienveillance et non malveillance. Le problème éthique abordé au chapitre sept est intitulé : « L'homme en pièces détachées », allusion bien sûr aux greffes d'organes via les dons mais aussi les ventes et trafic d'organes. Y est abordé le problème de la liberté réelle du donneur compatible et ensuite l'amélioration de la race humaine par la science. Ce sujet est traité à travers ce que le docteur Kahn dénomme le mythe de la post humanité grâce aux greffes d'organes mais aussi les cellules souches et thérapies géniques, nanotechnologies et technologies pour arriver à la création de cyborgs forts, sains, immortels (?) mais de moins en moins capables de penser par eux-mêmes ou confiant à un superordinateur le soin de penser pour eux ! Le dernier chapitre est consacré au monde médical et à ses exemples célèbres – donc exemplatifs – qui ont permis des avancées scientifiques parfois au mépris des individus utilisés comme cobayes à leur insu mais aussi en refusant ou niant leur humanité ou en leur accordant un sous statut utilitaire sous le « généreux » prétexte de servir le reste de l'humanité. On y apprend entre autres que Louis Pasteur avait proposé à l'empereur du Brésil Pedro II de tester son vaccin sur des condamnés à mort puisqu'ils allaient quand même mourir. Certaines recherches menées dans les pays pauvres ne sont pas éloignées de cette façon de procéder lors d'essais cliniques supposés être conduits chez des volontaires consentants et dûment informés.

L'auteur propose que pour prévenir toutes ces dérives, les chercheurs, les médecins n'oublient pas ou reviennent à leur devoir de réciprocité et de solidarité ; pour ce faire, rien ne saurait remplacer l'empathie.

« Être quelqu'un de bien », titre la postface de l'essai écrit par le professeur Axel Kahn, en écho à l'injonction reçue de son père Jean Kahn. Le but recherché par l'auteur n'est pas de raconter sa vie mais à travers sa définition de l'éthique – à savoir une réflexion sur la vie bonne et les valeurs qui la fondent – et sa subjectivité revendiquée de susciter chez ses lecteurs une réflexion personnelle sur de nombreux dilemmes éthiques abordés par quelqu'un qui a essayé lui-même d'y réfléchir en étant, en restant, en devenant quelqu'un de bien et probablement en s'efforçant d'être, de rester, de devenir raisonnable et humain. Pour atteindre cet objectif, il explique sa subjectivité par son histoire personnelle et familiale et aborde de nombreux sujets de débats à propos desquels il pose de multiples questions auxquels le lecteur aura tout le loisir de réfléchir avec sa propre subjectivité éthique.

Sans s'ériger, en maître à penser du XXI^e siècle, A. Kahn propose à ses lecteurs, non pas de se rallier à ses propres positions morales ou éthiques, mais de se questionner et sans doute parfois de se remettre en question à propos des nombreux sujets abordés dans cet essai. Il propose des réponses personnelles et soulève des questions qui le préoccupent, son intention n'étant pas de fournir au lecteur des recettes éthiques mais de l'amener, en l'interpellant par des prises de position claires ou des questions ouvertes, à se positionner lui-même quant au sens à donner à une vie bonne et aux valeurs fondamentales.

Ce livre s'adresse à tous ceux qui sont ou devraient être préoccupés par les dilemmes éthiques soulevés par l'évolution de la médecine, par les nouvelles technologies et la recherche biomédicale. Il devrait donc trouver place sur la table de chevet d'un large éventail de lecteurs tant au niveau des acteurs – médecins, chercheurs, éthiciens – que des décideurs – législateurs, commanditaires financiers, laboratoires – mais aussi et peut-être d'abord des consommateurs auxquels reviennent le droit et – pourquoi pas – le devoir, non seulement d'être informés mais aussi de s'intéresser à ce qu'ils souhaitent voir émerger demain comme médecine préoccupée du bien de l'homme. Ceci n'est possible qu'à travers une analyse critique et une réflexion éthique sur les perspectives données par les nouvelles connaissances. C'est ce que nous propose Axel Kahn dans – « Un type bien ne fait pas ça... ».

ALBERT FOX
albert.fox@fundp.ac.be

6. Le visage de Dieu

Igor et Grichka Bogdanov

Un vol. de 285 pages – (13 × 22,5) – Broché – 18 € – Paris,
Éditions Grasset & Fasquelle, 2010 – ISBN : 978-2-246-77231-6

Il n'est pas habituel de donner ce genre de conseil dans une revue comme celle-ci, mais s'abstenir de le faire nous paraîtrait beaucoup plus déplacé encore : ne lisez pas ce livre !

Cette recommandation – qu'il n'est pas agréable de faire – n'est en rien motivée par la suspicion dont se trouve entachée la réputation scientifique de ses auteurs mais par le contraste saisissant qu'on ne peut s'empêcher de noter entre son succès et ses qualités. En effet, s'il n'y a aucune raison de douter des compétences scientifiques des frères Igor et Grichka Bogdanov, bel et bien respectivement titulaires d'un doctorat en mathématique et en physique théorique, on ne peut – nous semble-t-il – se contenter de ne rien dire ici de la mise sur le marché d'un tel livre. Car manquant précisément à cet « essai », qui est depuis plusieurs mois l'un de ceux qui se vendent le mieux dans le monde francophone, toutes les qualités que s'efforcent de promouvoir les éditeurs de cette revue en matière de communication scientifique depuis plus d'un siècle : clarté, précision, exactitude, nouveauté, honnêteté, prudence épistémologique et distance critique.

Son titre, tout d'abord, est trompeur. À sa lecture, un acheteur, non averti de la spécialité de ses auteurs, pourrait en effet s'attendre à se procurer un livre traitant de questions théologiques. Or il n'en est rien : aucune question de ce genre n'y est abordée. Et même l'acheteur qui saurait que ses auteurs sont physicien et mathématicien, et espérerait donc seulement y lire l'esquisse d'une réflexion sur les rapports entre science et foi tracée par des scientifiques, serait encore trompé. Car rien de tel n'y est même proposé, les seules informations qu'il contient relevant exclusivement de la physique, et plus précisément de cosmologie.

Ensuite, ce livre n'apprend rien, ou presque. Du développement de cette discipline scientifique effectivement passionnante qu'est la cosmologie, les auteurs ne retiennent quasiment que la découverte du fond de rayonnement cosmique à 2.7 °K, mis en évidence par Penzias et Wilson au début des années soixante, et les efforts faits depuis pour en déterminer les variations au moyen

des satellites COBE et WMAP, puis ceux menés pour concevoir et mettre en orbite leur successeur, PLANCK, dont les mesures devraient prochainement permettre de les affiner encore. Mais, à ce propos, aucun lecteur intéressé par la cosmologie, et à qui il arriverait donc de parcourir – ne serait-ce que distraitemment – une revue de vulgarisation scientifique, ne découvrira dans ce livre la moindre information nouvelle ; sinon celle concernant l'existence du travail effectué par les auteurs dans le cadre de leurs doctorats. Travail qui, à les lire, aurait abouti à la formulation d'une théorie satisfaisante selon laquelle l'époque antérieure au Big Bang aurait été celle de l'information et d'un temps imaginaire à laquelle aurait succédé celle de l'énergie et du temps réel, caractéristiques de l'univers que nous connaissons. Et force est de constater que, même sur ce point, ce livre déçoit ; parce qu'on peine à suivre les auteurs dans leur présentation de cette théorie, qui tient plus de l'évocation (on ne parvient pas à savoir, par exemple, ce qu'ils entendent par « information »), et qu'ils n'offrent – curieusement – aucune référence à l'un ou l'autre article scientifique qui aiderait à la comprendre et à en juger ; ce qui est d'autant plus regrettable que l'existence de ladite théorie invite, selon eux, à penser que « la Singularité Initiale pourrait être le support de ce qu'[ils appellent] le *code cosmologique* ; une sorte de programme mathématique, que nous pourrions comparer au code génétique pour un être vivant » (p.249). Hypothèse dont on accepterait bien volontiers de mesurer l'importance que lui confèrent les auteurs mais dont rien de ce qu'ils écrivent n'autorise cependant à percevoir l'exacte signification.

Mais il ne suffit malheureusement pas encore d'indiquer que ce livre ne fait, pour l'essentiel, que retracer quelques épisodes bien connus de l'histoire récente de la cosmologie. Il faut aussi préciser qu'il le fait de surcroît de manière grossière, caricaturale et souvent confuse. Pour les auteurs, cette histoire semble en effet se résumer à un enchaînement d'accidents et d'anecdotes – d'ailleurs, pour la plupart, bien connues – se prêtant à reconstitution facile – et, parfois franchement grotesque (entre autres exemples, Einstein piétinant l'article de Friedmann à la p.59, Gamow recevant Alpher dans son bureau en 1948 aux pp.81-4, ou Dirac hésitant à parler lors d'une conférence à Paris en 1945 aux pp.180-1). Et, comme si cela ne suffisait pas, la science et sa pratique apparaissent généralement méconnaissables. Car ici, presque inévitablement, les expérimentateurs « bricolent » et sont « harassés », tandis que les théoriciens travaillent « tard dans la nuit » et couvrent leurs tableaux d'équations

« incompréhensibles ». Comme si, dans l'esprit des auteurs, intéresser à la science, la raconter et la rendre accessible au plus grand nombre, ne pouvait se faire qu'à l'aide des moyens mis en œuvre par le pire cinéma et la plus mauvaise télévision ; impression dont on s'étonnera peut-être qu'elle puisse être suscitée par des professionnels des médias comme les frères Bogdanov mais qui se trouve hélas confortée par le faible talent dont ils font preuve lorsqu'il s'agit d'exposer certaines notions ou hypothèses scientifiques, comme la *distance de Planck*, par exemple, dont ils invitent le lecteur à se faire une idée de la petitesse grâce à une application pour le moins hasardeuse de la règle de trois (« En imaginant que le Mur de Planck mesure 3 mètres de haut, à cette échelle, un atome d'hydrogène serait aussi immense que l'Univers entier », p.20) ou l'hypothèse de la sphéricité de l'espace dont ils paraissent espérer faire admettre la validité (« en trois dimensions, la sphère est l'objet le plus *naturel* de tout l'Univers », p.198) grâce à une étrange digression sur le comportement peu académique du mathématicien Grigori Perelman qui, en 2003, parvint à résoudre la conjecture de Poincaré en dimension 3.

Enfin, il faut ajouter que ni l'écriture ni l'édition de ce livre ne sont soignées. Ainsi, à plusieurs reprises, le lecteur se voit-il invité à se souvenir d'une personne ou d'un fait qui n'a encore jamais été mentionné ou, inversement, à découvrir l'une ou l'autre qui a pourtant été évoqué quelques pages auparavant. Mais, si rien n'est fait pour l'aider à suivre confortablement le développement qui lui est proposé, rien n'y est fait non plus pour lui permettre d'en sortir ou d'en approfondir certains points. Les références, en effet, sont rares (à quelques pages du web et à une dizaine d'ouvrages seulement) et souvent imprécises (les dates de consultation des sites mentionnés ne sont pas indiquées) ou erronées (à la page 77, notamment, où *L'hypothèse de l'atome primitif* se voit curieusement attribuée à Edwin Hubble) et, lorsqu'elles ne le sont pas, elles renvoient à d'autres ouvrages dus aux plumes de scientifiques incontestés comme Einstein, Feynman, Dyson, Weinberg, Hawking ou Smoot, mais qui n'en restent pas moins des ouvrages de vulgarisation.

Bref, s'il y a tout lieu de penser avec les frères Bogdanov¹² que leur médiatisation n'a sans doute pas aidé à leur reconnaissance par leurs pairs scientifiques, il n'est pas très audacieux de prédire que la publication de ce livre ne la favorisera pas davantage ; et cela, malgré les textes de Robert Wilson et de

12. Voir, par exemple, <http://fabien.besnard.pagesperso-orange.fr/articles/reponsebogd.pdf>, consultée le 28/09/10.

John Mather, tous deux Prix Nobel, et de Jim Peebles, assurément l'un des grands cosmologistes du XX^{ème} siècle, qui – par on ne sait quel mystère – lui servent de préface et de postfaces. Et l'on ne peut s'empêcher, en refermant ce livre, de se demander ce que pense George Smoot, qui partagea le prix Nobel avec Mather en 2006, de la traduction approximative (« Pour les esprits religieux, c'est comme voir le visage de Dieu »), citée en exergue et dont est extraite la locution qui lui sert de titre, de la déclaration exacte qu'il fit en parlant de la carte du fond de rayonnement cosmique fournie par COBE, à savoir « If you're religious, this is like looking at God¹³ », et quel jugement il porte sur les nombreuses reprises partielles qu'en font ces scientifiques, manifestement trop peu scrupuleux et surtout préoccupés de gommer l'effet de distanciation qu'y marquent néanmoins les mots « si » et « comme », dans le but, à peine voilé, de vendre un livre qui – décidément – ne mérite pas d'être lu.

BERTRAND HESPEL
bertrand.hespel@fundp.ac.be

7. Et l'homme créa la vie

La folle aventure des architectes et des bricoleurs du vivant

Joël de Rosnay en collaboration avec Fabrice Papillon

1 vol. de 303 pages (14,6 × 22)- broché-, 20.50€ – Paris, LLL,
 Les Liens qui libèrent 2010 – ISBN : 978-2-918597-15-5

Les avancées scientifiques sont reçues par le grand public avec un mélange d'espoir mais aussi de crainte. En effet, de nombreuses nouvelles, légendes urbaines et autres films hollywoodiens nous rappellent à l'ambivalence du progrès, oscillant entre Einstein jovial et le champignon de Nagasaki ou les cellules souches et Frankenstein.

L'ouvrage de Joël de Rosnay se veut rassurant quant aux avancées stupéfiantes de la biologie de synthèse qui couvre aussi bien le génie génétique que les nanotechnologies, l'ingénierie tissulaire ou la Toile. Partant d'un scénario futuriste, digne d'un livre de science fiction de Maurice G. Dantec, l'auteur nous explique que tout le monde pourra cloner ce qu'il veut où il veut dans

13. Voir <http://fabien.besnard.pagesperso-orange.fr/articles/reponsebogd.pdf>, page consultée le 28/09/10.

quelques années...inquiétant ! Afin de rendre accessible à tous la possibilité de comprendre le pourquoi et le comment des perspectives et possibles catastrophes de la biologie de synthèse, il nous délivre un cours très succinct, souvent réductionniste et orienté, sur la génétique, la biologie moléculaire, les nanotechnologies, les neurosciences, les cellules souches *et cetera*... On sombre dans le cabinet de curiosités où le regard saute d'un objet exposé à l'autre, mais où le fil ténu du sens s'accroche et s'enroule à l'un de ceux-ci... et se brise !

L'auteur est souvent défini comme un futurologue, donc un pratiquant de la futurologie. Il ne s'agit pas d'une science mais d'une étude prospective du futur à partir des connaissances actuelles, scientifiques ou autres, par exemple économiques. Ainsi, rappelons-nous que lors de l'avènement du train à vapeur de nombreux scientifiques avaient annoncé les risques mortels que l'accélération ferait encourir au voyageur inconscient; heureusement, il n'en fut rien. En revanche, Jules Verne n'avait-il pas pressenti avec justesse de nombreuses découvertes scientifiques (sous-marin...) ? En fait, comme dans le cas de la théorie de l'évolution de Charles Darwin, que l'auteur cite de nombreuses fois, la sélection s'exerce aussi sur les prédictions et nous ne retenons que les prophéties correctes et omettons les fausses alors que celles-ci sont souvent bien plus fréquentes.

Ce livre, en se voulant provocateur mais éducatif, tente de nous initier aux nouveaux codes de la biologie moderne et introduit un nombre important de néologismes souvent issus de l'anglais scientifique. C'est une très bonne initiative, encore faut-il que cela soit correctement fait. Il est parfois difficile de ne pas rire devant des mots tels que « macrobioéthique » (grosse éthique pour biologiste ou éthique pour gros animaux), « biotique » (pour l'auteur c'est devenu la fusion biologie et informatique !) ou encore « e-cellules ». On pourrait en rester là et en sourire mais prétendre être le créateur d'un mot tel « bionomie », qui était déjà utilisé en 1964, laisse rêveur... Il faut se rendre page 118 pour lire, en bas de page, le terme « bionomie » du grec *bios*, la maison et *nomos*, la règle ; « Terme créé par Joël de Rosnay ». Un simple coup de Google magique et nous voyons apparaître la référence suivante : « Pères J. M. & J. Picard, 1964. Nouveau manuel de **Bionomie** benthique de la Mer Méditerranée. Recueil des Travaux de la Station Marine d'Endoume, 47 (31), 3-137. » N'est pas créateur qui veut !

Mais passons sur ce qui peut-être considéré comme un petit travers de l'auteur, et allons jusqu'au bout de la thèse qu'il développe longuement avec son comparse. Elle nous conduit à l'avènement du MOP (Macro-Organisme Planétaire) et à la nécessité urgente de la « macrobioéthique ». Car, selon cette thèse, la combinaison de la biologie de synthèse et la Toile va permettre l'émergence d'un macroorganisme composé par chacun de nous (cellules), interconnecté aux autres par nos prolongements électroniques (prothèses, téléphones portables et autres ordinateurs). Il faudra malheureusement attendre le processus de sélection temporelle pour savoir si cela arrivera. Mais une chose est sûre : cette grande idée finale, point d'orgue de l'ouvrage, est une reprise de nombreuses thèses précédemment décrites par l'auteur dans ses ouvrages précédents : *Le macroscope* (1975), *Le cerveau planétaire* (1986)...

En conclusion, je ne voudrais pas être trop « biototalitaire » et imposer mes vues ou vous prédire un avenir « écocatastrophique » pour vous détourner de telles lectures mais soyons clairs...il vaut mieux aller jardiner, car l'hiver approche, et il y a à faire au jardin, utilement et sainement.

EMMANUEL G. REYNAUD

Emmanuel.reynaud@ucd.ie

8. Stratégies de développement durable. Développement, environnement ou justice sociale ?

S. Leyens et A. de Heering (éds)

Un vol. de 290 p. – Presses Universitaires de Namur – 2010 – 25 €

ISBN : 978-2-870376-13-3

L'objectif de ce livre collectif se fonde sur un constat paradoxal : alors que les auteurs considèrent le développement durable comme « un projet dont la société contemporaine ne peut plus faire l'économie », le concept reste flou et difficile à définir. En cause ? Le fait que le développement durable repose sur un « trilemme » : comment éviter que l'un des trois piliers du développement durable (économique, social, environnemental) ne prenne le pas sur les deux autres ?

La première partie de l'ouvrage porte sur les « fondements » et tente, dans un article de Franck-Dominique Vivien, d'aborder l'« énigme » que représente la définition du développement durable. Entre l'approche économique

de « soutenabilité faible » pour qui la croissance est nécessaire et suffisante pour atteindre un développement soutenable, l'approche de « soutenabilité forte » qui interroge les limites écologiques du développement économique et social, et l'approche développementaliste qui privilégie les questions sociales, les points de vue et les enjeux ne sont pas les mêmes, bien que tous affirment promouvoir le développement durable.

Il n'en reste pas moins que la question de la compatibilité entre croissance économique et respect de l'environnement est devenue fondamentale, même si, comme le souligne Edwin Zaccai, la croissance ne constitue qu'un indicateur indirect et incomplet des atteintes à l'environnement, malgré des corrélations certaines. À ce sujet, Bertrand Hespel rappelle que le père fondateur de l'économie politique, Adam Smith, n'a aucunement pris en compte l'impact de l'économie sur la nature. C'est pourquoi Christian Comélieu prône une refonte en profondeur de la conception de progrès et des finalités des stratégies de développement.

La deuxième partie, qui porte sur les « stratégies », aborde ensuite les enjeux de la fiscalité écologique (Jean-Marie Harribey), du principe pollueur-payeur (Xavier Thunis), de l'économie existentielle (Christian Arnsperger), des écovillages (Charlotte Luyckx) et des questions de genre et d'approche participative (Alexandra de Heering et Stéphane Leyens).

Au final, cet ouvrage offre une synthèse très pédagogique des enjeux qui entourent le concept à la fois nécessaire et flou du développement durable. À une époque où la planète doit simultanément faire face à des « crises globales » qui renvoient à chacun des piliers du développement durable, cette contribution est la bienvenue.

Elle renvoie à une question de taille qui n'est toutefois qu'effleurée dans ce livre : dans un monde de plus en plus multipolaire, où plusieurs pays émergents du Sud ont enfin entamé des processus de développement qui s'avèrent néanmoins insoutenables à terme, quel(s) modèle(s) de développement crédible(s) sommes-nous en mesure de leur proposer ? Sans réponse à cette question, on voit en effet mal ce qui empêcherait la Chine ou l'Inde de continuer dans la même direction que celle empruntée par les pays occidentaux avant eux, avec les conséquences écologiques qu'un tel scénario laisse craindre.

ARNAUD ZACHARIE

Centre National de Coopération au Développement

arnaud.zacharie@cncd.be

